Provence-Alpes-Côte d'Azur

BIBLIOTHÈQUE D'ANALYSES CONJONCTURELLES
FILIÈRE CONSTRUCTION



Édition du 09-11-2026

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
CERC
— FILIÈRE CONSTRUCTION —

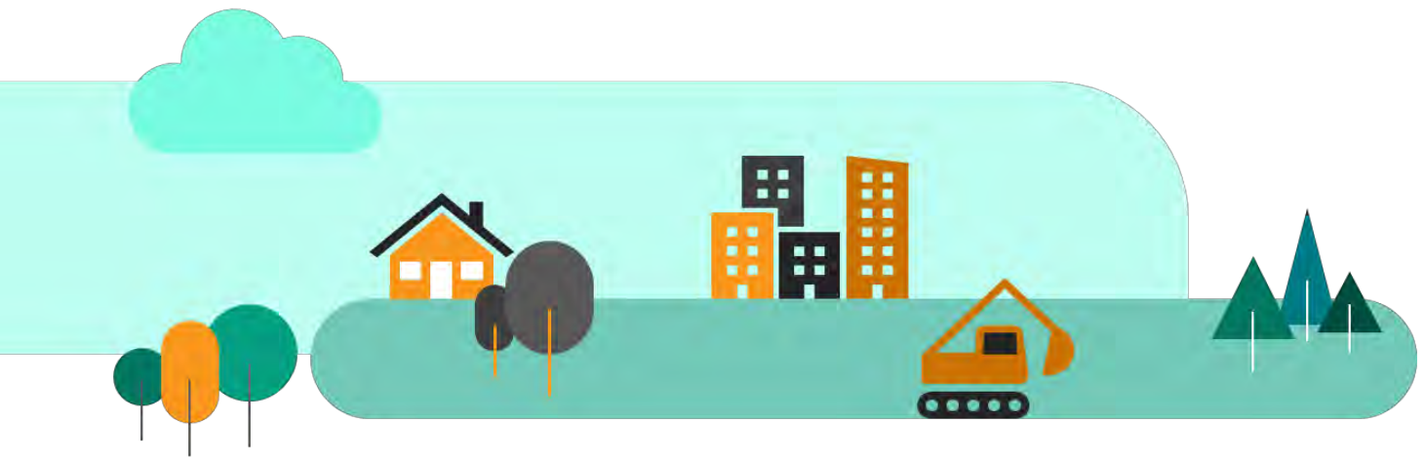
CERC Provence-Alpes-Côte d'Azur
Tél. : 04-88-22-66-50
Mail : cerc.paca@gmail.com
www.cerc-paca.fr

VISION D'ENSEMBLE

Provence-Alpes-Côte d'Azur

		Evol N-1
Autorisations logements	25 600 logts	-6,3% ▼
Mises en chantier logements	22 100 logts	+18,5% ▲
Mise en ventes de logements	5 140 logts	+3,5% ▲
Réservations de logements	5 140 logts	-2,5% ▼
Autorisations locaux	2 400 mill. m²	+5,3% ▲
Mises en chantier locaux	1 360 mill. m²	+7,7% ▲
Activité du trimestre Entretien-Rénovation		-4,0% ▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-14,6% ▼
Activité cumulée Travaux Publics		-9,5% ▼
BPE	2 547 480 m3	-9,8% ▼
Granulats	16 510 kt	-2,5% ▼
Nombre Appels Offre publiés en Travaux Publics	2 210 AO	-19,3% ▼
Montant Appels Offre publiés en Travaux Publics	4,0 Md€	-7,5% ▼
Salariés	115 985 sal.	-1,6% ▼
Intérimaires	11 788 ETP	-9,6% ▼
Dem. d'emplois	19 174 DEFM	-1,3% ▼
Défaillances	1 294 ent.	-12,4% ▼

-Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin septembre 2026
-Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin septembre 2026
-Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin juin 2026
-Activité entretien-rénovation : évolution du chiffre d'affaires au 2e trim. 2026 comparé au 2e trim. 2025
-Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au T3 2026 comparé au T3 2025 en valeur
-Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au T3 2026 comparé à un an plus tôt en valeur
-BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin juillet 2026
-Granultats : production brute de granulats des 12 derniers mois à fin juillet 2026
-Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés de Travaux Publics au cours des 12 derniers mois à fin sept. 2026
-Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 2e trim. 2026
-Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin juil. 2026
-Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 3e trim. 2026
-Défaillances : nombre de défaillances d'entreprises de la Construction cumulées sur 12 mois à fin 2e trim. 2026

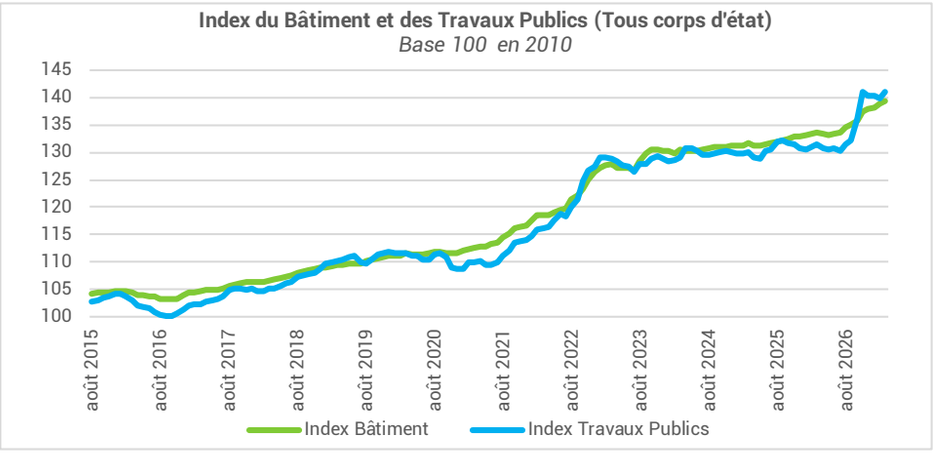


COÛT DE LA CONSTRUCTION

Index du Bâtiment et des Travaux Publics

Index du Bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010	août 2026 - Evol 1 an		
Index Bâtiment en août 2026	139,4	+4,3%	▲
Index Bâtiment au cours des 3 derniers mois à fin août 2026	138,9	+4,1%	▲
Index Bâtiment au cours des 12 derniers mois à fin août 2026	135,9	+2,7%	▲

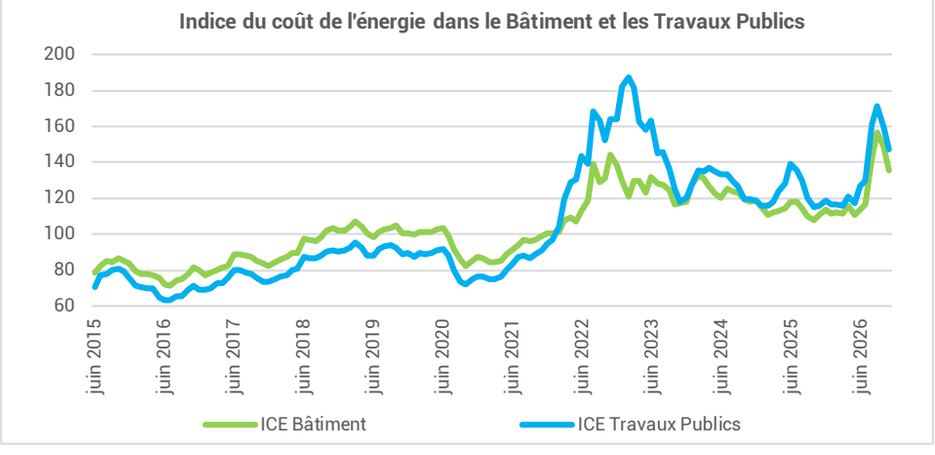
Index Travaux Publics - Index général tous travaux - Base 2010	août 2026 - Evol 1 an		
Index Travaux Publics en août 2026	141,2	+7,5%	▲
Index Travaux Publics au cours des 3 derniers mois à fin août 2026	140,5	+7,3%	▲
Index Travaux Publics au cours des 12 derniers mois à fin août 2026	135,4	+3,5%	▲



Indice du coût de l'énergie dans le Bâtiment et les Travaux Publics

Indice du coût de l'énergie dans le Bâtiment	juin 2026 - Evol 1 an		
Indice coût de l'énergie dans le Bâtiment en juin 2026	135,8	+22,9%	▲
Indice coût de l'énergie dans le Bâtiment au cours des 3 derniers mois à fin juin 2026	146,9	+34,5%	▲
Indice coût de l'énergie dans le Bâtiment au cours des 12 derniers mois à fin juin 2026	124,1	+9,2%	▲

Indice du coût de l'énergie dans les Travaux Publics	juin 2026 - Evol 1 an		
Indice coût de l'énergie dans les Travaux Publics en juin 2026	147,1	+26,9%	▲
Indice coût de l'énergie dans les Travaux Publics au cours des 3 derniers mois à fin juin 2026	159,4	+36,0%	▲
Indice coût de l'énergie dans les Travaux Publics au cours des 12 derniers mois à fin juin 2026	133,5	+8,5%	▲



Sources :
INSEE

Construction de logements neufs

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin septembre 2026	Evol 1 an	
Total logements commencés	**22 100 lgts**	**+18,5%**	▲
Dont individuels purs	4 500 lgts	+29,9%	▲
Dont individuels groupés	2 600 lgts	+45,6%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	15 000 lgts	+11,9%	▲
Total logements autorisés	**25 600 lgts**	**-6,3%**	▼
Dont individuels purs	5 600 lgts	+16,8%	▲
Dont individuels groupés	2 900 lgts	+7,2%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	17 200 lgts	-13,7%	▼

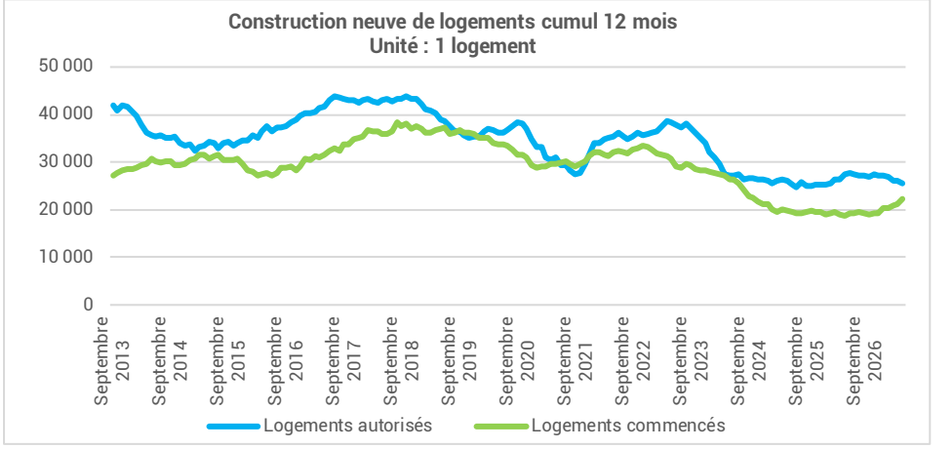
+18,5% ▲

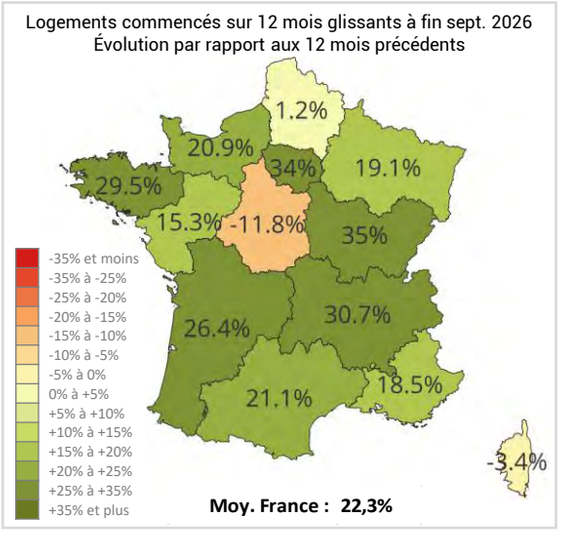
EN 1 AN

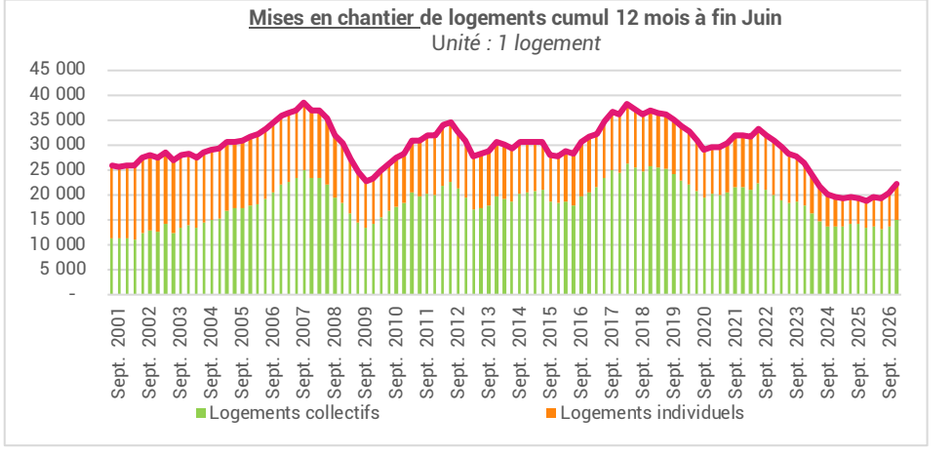
DES MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPTEMBRE 2026)

22 100 lgts







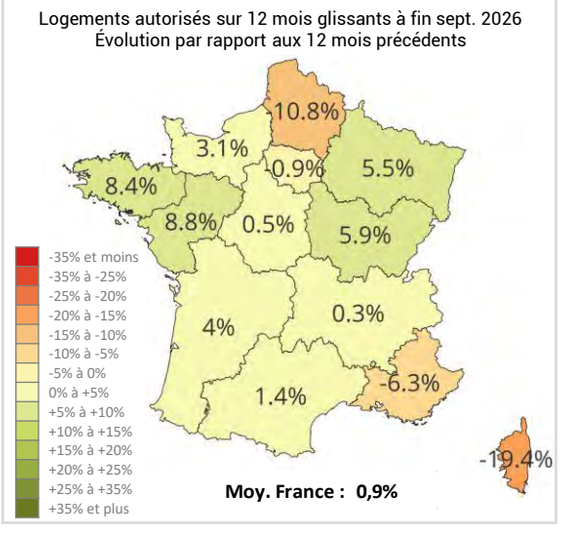
-6,3% ▼

EN 1 AN

DES AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPTEMBRE 2026)

25 600 lgts



Avertissements : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Du fait d'une collecte de données plus parcellaire sur les mises en chantier, ces données sont davantage sujet à caution.

À compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de logements sont produites à partir du dispositif Sitadel3, qui remplace Sitadel2. Ce nouveau dispositif a conduit à réviser légèrement les données publiées.

Une hausse de +18,5% des mises en chantier de logements (soit 22 100 logements commencés) est enregistrée sur les douze mois à fin septembre 2026. Cette dynamique positive est portée par l'ensemble des segments, avec notamment une reprise du logement collectif (+11,9%) ainsi qu'une forte hausse de l'individuel (+29,9% en pur et +45,6% en groupé). Ces évolutions restent toutefois à relativiser car les volumes restent faibles au regard des niveaux historiques.

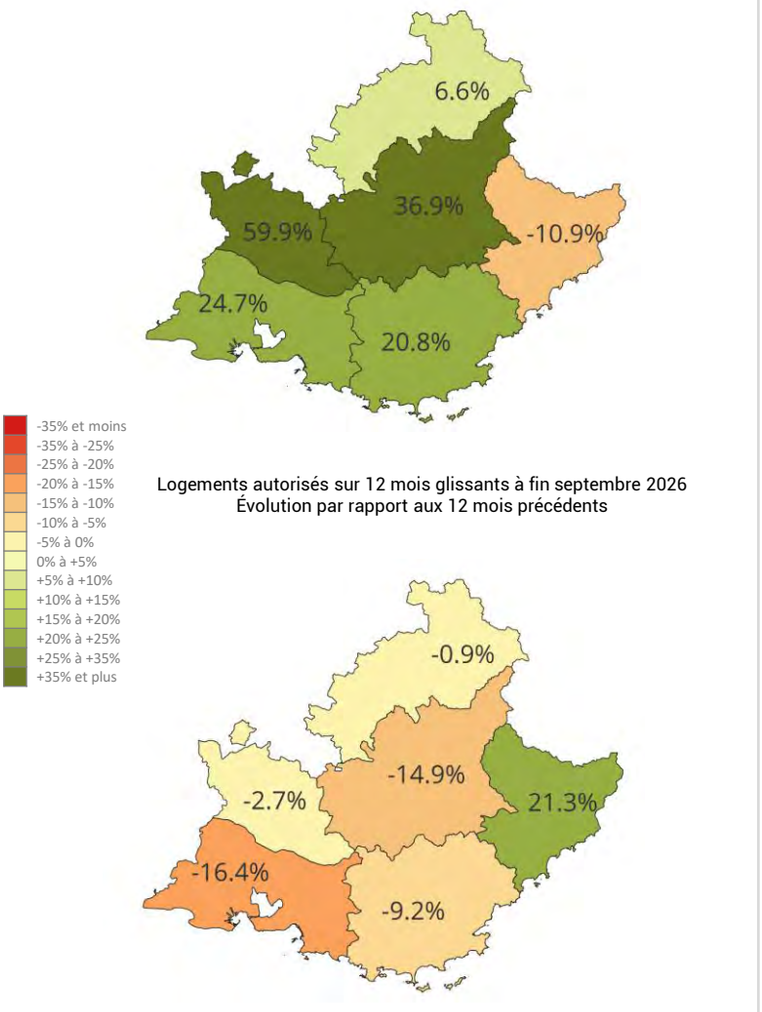
En revanche, les autorisations de construction de logements neufs reculent de -6,3% sur un an à fin septembre 2026 (soit 25 600 logements), freinées par le net repli des permis dans le collectif (-13,7%) malgré la progression de l'individuel (+16,8% en pur et +7,2% en groupé).

Sources :
SDES*, Sit@del3, Estimations

*Service des données et études statistiques

Construction de logements neufs

Logements commencés sur 12 mois glissants à fin septembre 2026
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements autorisés sur 12 mois glissants à fin septembre 2026
Évolution par rapport aux 12 mois précédents

Avertissements : Du fait d'une collecte de données plus parcellaire sur les mises en chantier, ces données sont davantage sujet à caution.

À compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de logements sont produites à partir du dispositif Sitadel3, qui remplace Sitadel2. Ce nouveau dispositif a conduit à réviser légèrement les données publiées.

À l'échelle régionale, la construction résidentielle neuve évolue de façon contrastée selon les territoires.

À fin septembre 2026, les mises en chantier progressent fortement dans le **Vaucluse** (+59,9%), les **Alpes-de-Haute-Provence** (+36,9%), les **Bouches-du-Rhône** (+24,7%) et le **Var** (+20,8%). Cette progression concerne tous les segments de marché dans ces départements, à l'exception de l'individuel groupé dans le **Var** qui recule. Les **Hautes-Alpes** enregistrent également une hausse (+6,6%) portée par l'individuel, malgré une baisse du logement collectif. À l'inverse, les mises en chantier diminuent dans les **Alpes-Maritimes** (-10,9%), en raison du recul du collectif.

Du côté des autorisations, les **Alpes-Maritimes** sont le seul département de la région à afficher une dynamique positive à fin septembre 2026 en douze mois glissant (+21,3%). À l'inverse, les mises en chantier diminuent dans les **Bouches-du-Rhône** (-16,4%), les **Alpes-de-Haute-Provence** (-14,9%) et le **Var** (-9,2%). La baisse est plus modérée dans le **Vaucluse** (-2,7%) et les **Hautes-Alpes** (-0,9%).

Sources :
SDES*, Sit@del3, Estimations

*Service des données et études statistiques

Commercialisation de logements neufs

La commercialisation de logements neufs aux particuliers	2° trimestre 2026 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	**5 140 lgts**	**+3,5%**	▲
Dont collectifs	4 900 lgts	+3,8%	▲
Dont individuels	240 lgts	-2,0%	▼
Réservations	**5 140 lgts**	**-2,5%**	▼
Dont collectifs	4 900 lgts	-1,6%	▼
Dont individuels	250 lgts	-18,2%	▼
Vente en bloc	**5 970 lgts**	**-20,0%**	▼
Stock à la fin du trimestre	**8 580 lgts**	**-1,2%**	▼
Dont collectifs	8 030 lgts	-0,7%	=
Dont individuels	560 lgts	-8,4%	▼

+3,5% ▲

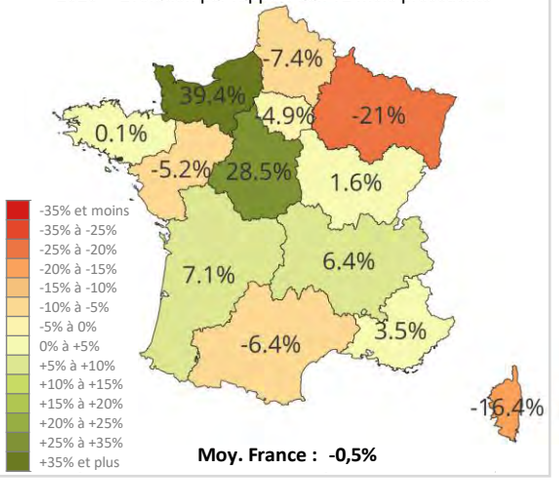
EN 1 AN

MISES EN VENTE

CUMUL 12 MOIS - À FIN JUIN 2026

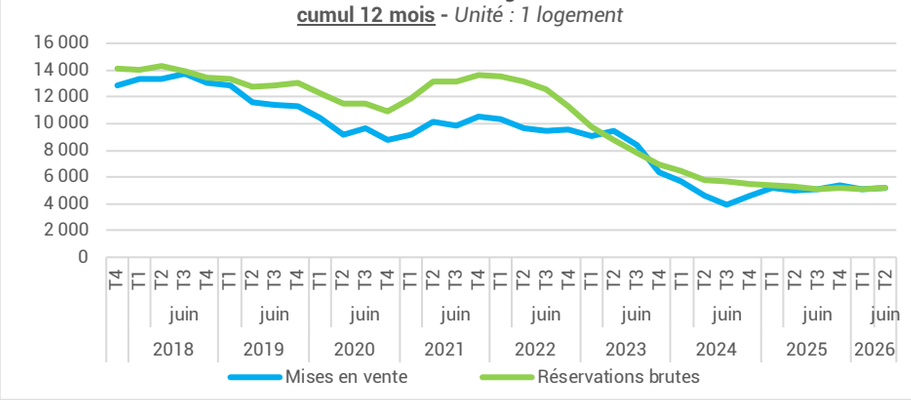
5 140 lgts

Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin juin 2026 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents

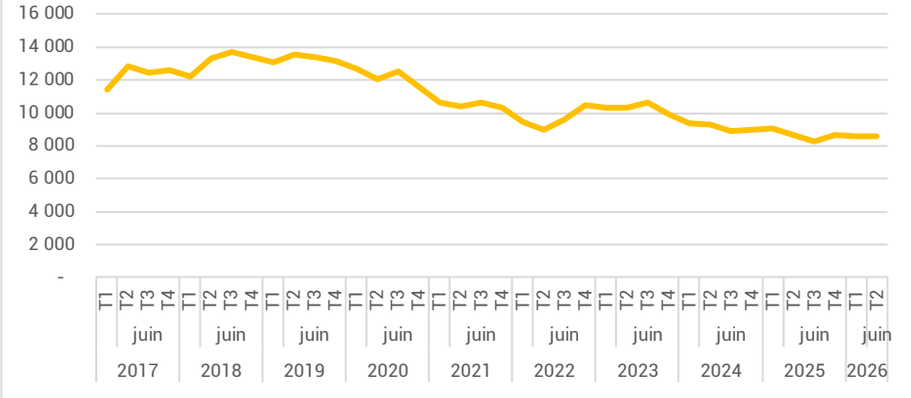


Moy. France : -0,5%

Commercialisation de logements neufs
cumul 12 mois - *Unité : 1 logement*



Encours de logements neufs chaque trimestre - *Unité : 1 logement*



-2,5% ▼

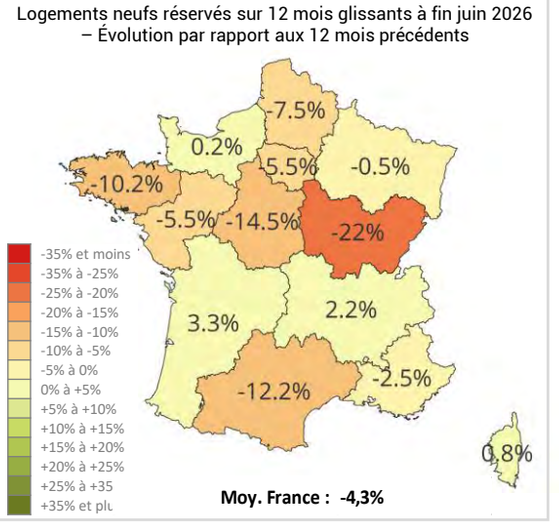
EN 1 AN

RÉSERVATIONS

CUMUL 12 MOIS - À FIN JUIN 2026

5 140 lgts

Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin juin 2026 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Moy. France : -4,3%

Avertissement : L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre
Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes
Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

Les mises en vente de logements neufs enregistrent une hausse : 5 140 logements ont été commercialisés par les promoteurs sur les douze derniers mois à fin juin 2026, un volume en hausse de +3,5% en un an. Toutefois, cette hausse se fait depuis un point historiquement bas. Le nombre de logements commercialisés reste bas au regard de l'historique. Même en période de confinement, deux fois plus de logements neufs étaient mis en vente, tandis que l'on approchait les 14 000 unités annuelles en 2018 (soit quasiment trois fois plus qu'aujourd'hui).

En revanche, les réservations continuent de ralentir : à fin juin, en cumul 12 mois, on enregistrait 5 140 réservations, soit un volume encore en baisse de -2,5% en un an et presque trois fois moins élevé qu'en 2017-2019 (période de taux bas).

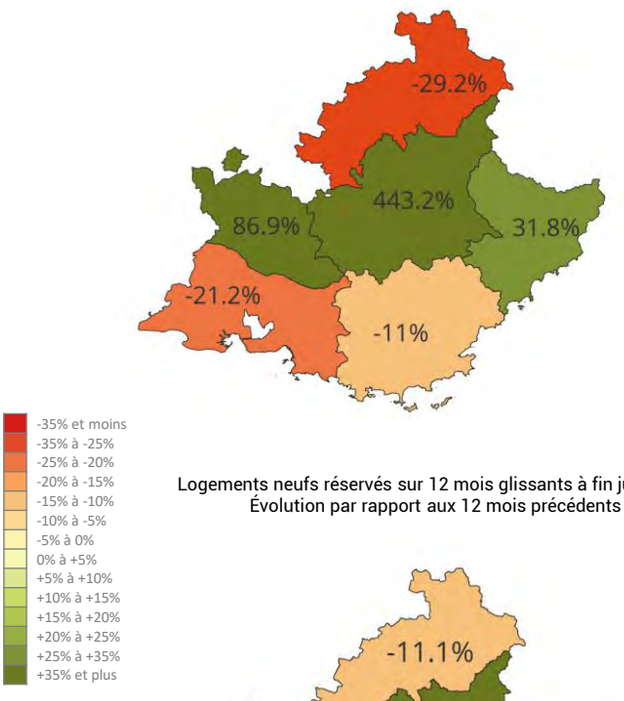
Les ventes en bloc, qui avaient fortement soutenu le marché ces derniers mois, sont également en baisse sur la période (-20%). Elles continuent toutefois de représenter plus de moitié des ventes réalisées ces quatre derniers trimestres.

Sources :
SDES*, ECLN (données brutes)

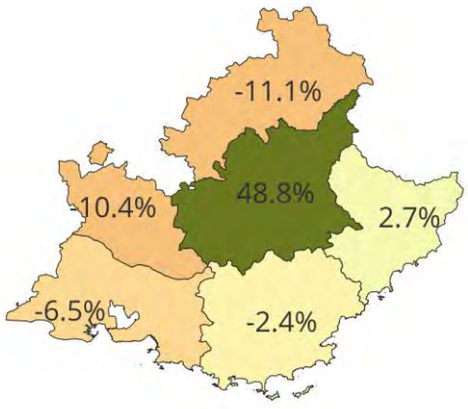
*Service des données et études statistiques

Commercialisation de logements neufs

Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin juin 2026
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin juin 2026
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

Le département des **Alpes-de-Haute-Provence** enregistre une progression à la fois des mises en vente et des réservations sur un an, même si on est ici sur de faibles volumes (respectivement 200 et 120 logements en un an à fin juin 2026).

De même, dans les **Alpes-Maritimes**, les mises en vente (+31,8%) et les réservations (+2,7%) progressent sur un an mais restent à un niveau bas.

Le **Vaucluse** affiche une progression de +86,9% des commercialisations sur les douze derniers mois (progression qui se fait depuis un point historiquement bas), même si les réservations ne redémarrent toujours pas (-10,4% en un an).

Dans les **Hautes-Alpes**, l'activité continue de se dégrader (-29,2% de logements mis en vente et -11,1% de logements réservés sur les douze derniers mois à fin juin 2026).

Dans les **Bouches-du-Rhône** et le **Var**, la commercialisation de logements reste orientée à la baisse au 2ème trimestre 2026. Sur douze mois glissants, les mises en vente reculent ainsi de -21,2% et -11%. Les réservations suivent la même tendance, avec des baisses respectives de -6,5% et -2,4% en un an.

Sources :
SDES*, ECLN (données brutes)

*Service des données et études statistiques

Crédits à l'habitat et prêts à taux zéro

Crédits à l'habitat			
Crédits nouveaux à l'habitat (M€) Cumul 3 mois (évol. 1 an) (à fin Août 2026)	41 700 M€	-2,1%	▼
Taux d'interêt (évol. 1 mois) (à fin Sept. 2026)	2,635%	0,12 pt	▲

-2,1% ▼

EN 1 AN

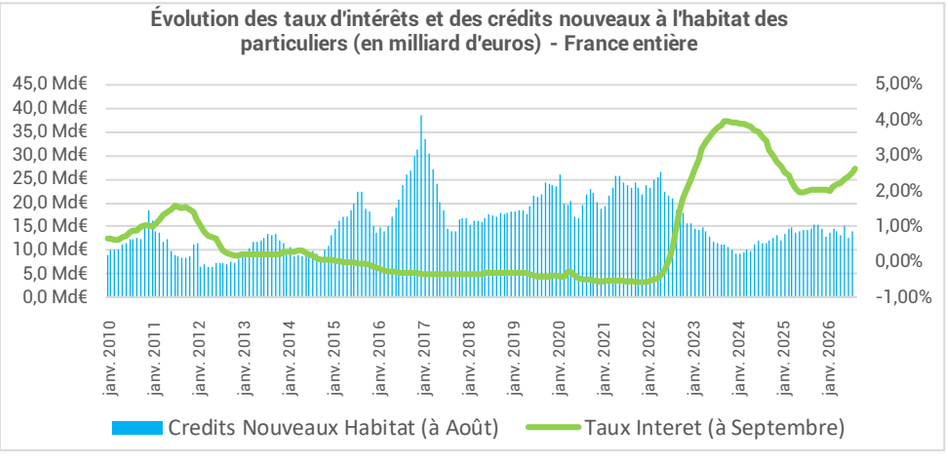
CRÉDITS NOUVEAUX À L'HABITAT – FRANCE ENTIÈRE

CUMUL 3 MOIS - À FIN AOÛT 2026

41 700 M€

Source :
Banque de France

Les statistiques concernant les crédits à l'habitat incluent les prêts aidés et les renégociations de contrats.



+54,0% ▲

EN CUMUL 12 MOIS AU 2° TRIMESTRE 2026

PRETS A 0% PTZ+ DISTRIBUÉS

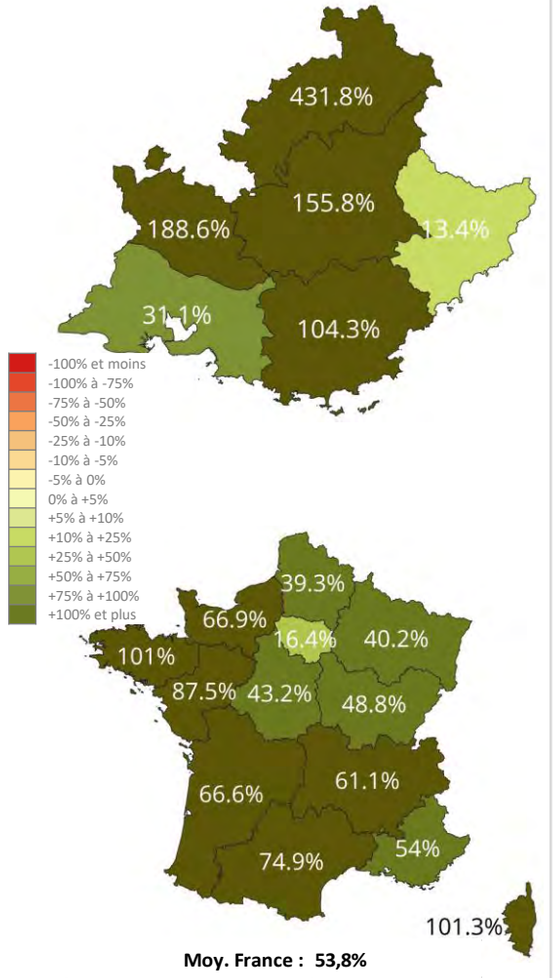
3 398 prêts

A l'échelle nationale, 41,7 Md€ de crédits nouveaux à l'habitat (tous achats immobiliers confondus) ont été délivrés aux particuliers par les banques françaises sur les trois derniers mois (à fin août 2026), en baisse de -2,1% en un an.

Après une période de baisse entre début 2024 et fin 2025 qui avait relancé la demande, les taux d'intérêt repartent à la hausse depuis début 2026 en raison des tensions géopolitiques. Le taux moyen atteint ainsi 2,635% en septembre 2026, en hausse de +0,12 point en un mois.

Prêts à 0% PTZ+	2° trimestre 2026 - Evol 1 an		
Dans le neuf			
Nombre de prêts délivrés	715	+9,8%	▲
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	3 058	+55,9%	▲
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	58	+16,0%	▲
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	250	+22,0%	▲
Dans l'ensemble			
Nombre de prêts délivrés	1 248	+27,3%	▲
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	3 398	+54,0%	▲

PTZ+ distribués sur les 12 derniers mois à fin juin 2026 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Moy. France : 53,8%

Source :
SGFGAS (données brutes)

Le prêt à taux zéro est un dispositif de soutien à l'accession à la propriété des ménages dont les ressources ne dépassent pas les plafonds en vigueur. Un prêt à taux zéro peut être accordé pour l'acquisition d'un logement ancien à réhabiliter en zone détendue avec gain énergétique, l'acquisition ou la construction d'un logement neuf (appartement ou maison) sur tout le territoire, l'acquisition d'un logement social vendu par le bailleur à son occupant, l'acquisition d'un logement réalisée dans le cadre d'un contrat de location-accession, l'acquisition de droits réels immobiliers dans le cadre d'un bail réel solidaire, l'acquisition d'un logement dans le cadre d'un contrat d'accession à la propriété avec un taux réduit de TVA ou encore la transformation d'un local existant en logement.

Le nombre de prêts à taux zéro délivrés continue de progresser au 2ème trimestre 2026, dans le neuf comme dans l'ancien. Cette hausse est due à la réforme du PTZ, entrée en vigueur le 1er avril 2025 et qui a étendu son éligibilité à tous les logements neufs du territoire français et a autorisé son cumul avec MaPrimeRénov' pour l'acquisition d'un logement ancien. C'est d'ailleurs pour cette raison que la hausse est plus marquée dans les territoires à dominance rurale, autrefois non éligibles aux PTZ.

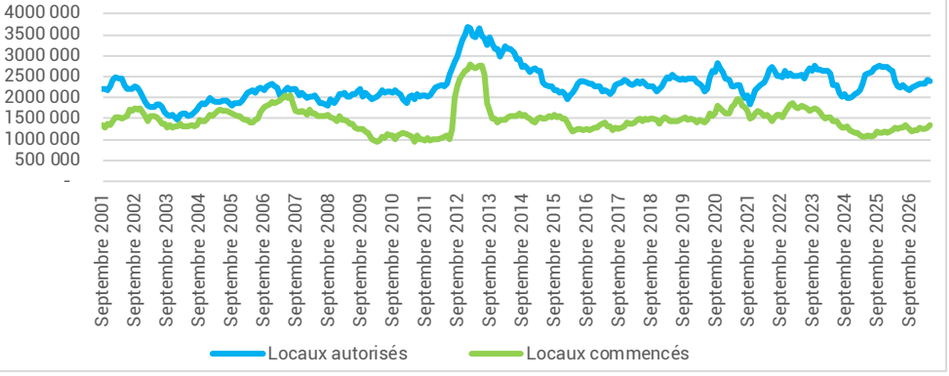
Construction de locaux neufs

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	**1 360 mill. m²**	**+7,7%**	▲
Bâtiments agricoles	**264 mill. m²**	**-21,1%**	▼
Secteur privé non agricole	**803 mill. m²**	**+15,1%**	▲
Dont locaux industriels	76 mill. m²	+3,4%	▲
Dont commerces*	235 mill. m²	+0,2%	=
Dont bureaux	175 mill. m²	+28,1%	▲
Dont entrepôts	317 mill. m²	+24,7%	▲
Secteur public	**292 mill. m²**	**+27,0%**	▲

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	**2 400 mill. m²**	**+5,3%**	▲
Bâtiments agricoles	**577 mill. m²**	**-3,5%**	▼
Secteur privé non agricole	**1 353 mill. m²**	**+5,9%**	▲
Dont locaux industriels	227 mill. m²	+38,3%	▲
Dont commerces*	460 mill. m²	+9,3%	▲
Dont bureaux	326 mill. m²	+39,0%	▲
Dont entrepôts	338 mill. m²	-26,4%	▼
Secteur public	**469 mill. m²**	**+16,3%**	▲

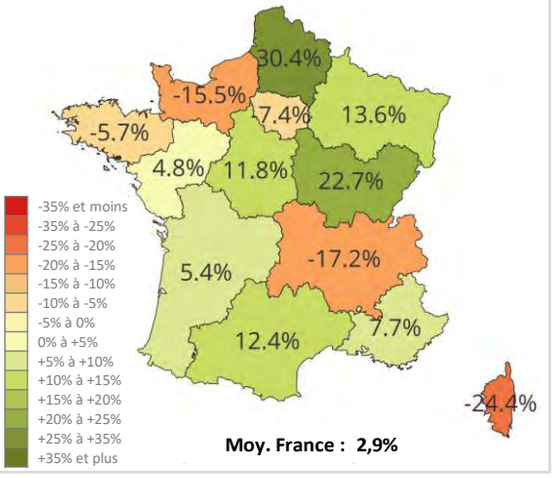
**Le secteur du commerce comprend le commerce, l'artisanat et l'hébergement/hôtellerie.*

Construction neuve de locaux cumul 12 mois
Unité : milliers de m²



+7,7% ▲
EN 1 AN
MISES EN CHANTIER
CUMUL 12 MOIS - À FIN SEPTEMBRE 2026
1 360 mill. m²

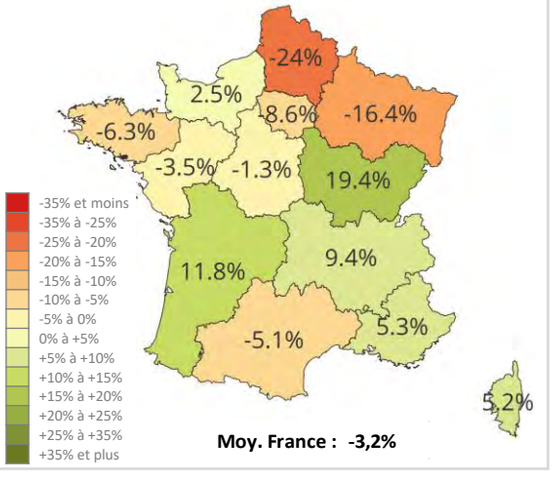
Locaux commencés sur 12 mois glissants à fin sept. 2026
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Moy. France : 2,9%

+5,3% ▲
EN 1 AN
AUTORISATIONS
CUMUL 12 MOIS - À FIN SEPTEMBRE 2026
2 400 mill. m²

Locaux autorisés sur 12 mois glissants à fin sept. 2026
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Moy. France : -3,2%

Avertissements : Les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

À compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de locaux non résidentiels sont produites à partir du dispositif Sitadel3, qui remplace Sitadel2. Ce nouveau dispositif révise légèrement les données publiées.

En outre, les secteurs d'activité présentés dorénavant sont en cohérence avec les quatre destinations indiquées dans le tableau actuel des surfaces du Cerfa « Demande de permis de construire ».

Dans le segment non-résidentiel, les surfaces mises en chantier enregistrent une hausse à fin septembre 2026, avec une évolution de +7,7% sur un an. Cette progression masque toutefois des évolutions contrastées selon les segments : le secteur public (+16,3%) et le secteur privé non agricole (+15,1%) soutiennent l'activité tandis que les bâtiments agricoles (-21,1%) affichent un net repli sur les douze derniers mois. Le volume global de locaux mis en chantier demeure ainsi peu élevé au regard de son historique.

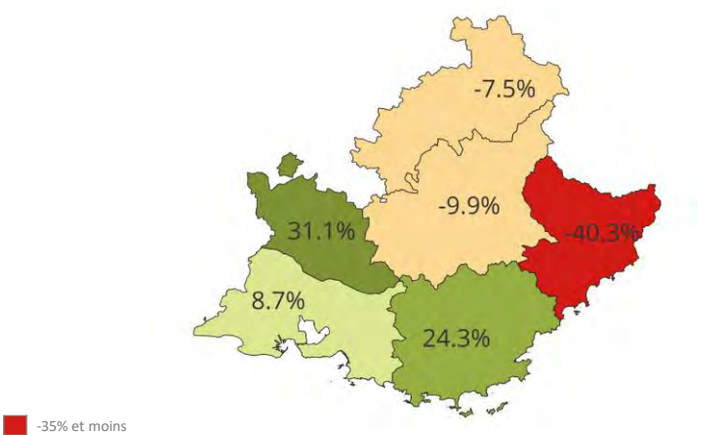
Les autorisations de locaux non-résidentiels augmentent également de +5,3% sur un an à fin septembre 2026. Cette évolution est portée par le secteur public (+16,3%) et dans une moindre mesure par le secteur privé non agricole (+5,9%). Au sein de ce dernier segment, les bureaux (+39%) et les locaux industriels (+38,3%) affichent de fortes hausses tandis que les entrepôts reculent fortement (-26,4%). Les surfaces autorisées de bâtiments agricoles diminuent quant à elles de -3,5%.

Sources :
SDES*, Sit@del3, Estimations

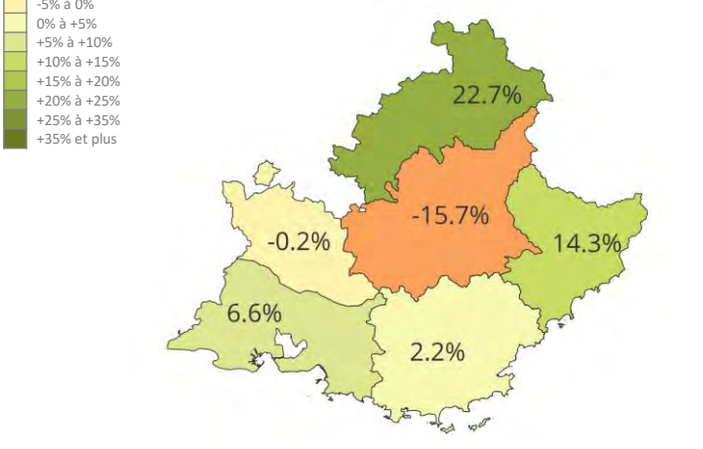
**Service des données et études statistiques*

Construction de locaux neufs

Locaux commencés sur 12 mois glissants à fin septembre 2026
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Locaux autorisés sur 12 mois glissants à fin septembre 2026
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Sur les douze mois glissants à fin septembre 2026, les surfaces de locaux commencés augmentent dans trois départements par rapport aux douze mois précédents. La hausse est particulièrement marquée dans le **Vaucluse** (+31,1%) et le **Var** (+24,3%), et plus modérée dans les **Bouches-du-Rhône** (+8,7%). Les trois autres départements sont en recul : les **Alpes-Maritimes** enregistrent la baisse la plus prononcée (-40,3%) devant les **Alpes-de-Haute-Provence** (-9,9%) et les **Hautes-Alpes** (-7,5%).

Du côté des autorisations, sur les douze mois glissants à fin septembre 2026, les surfaces de locaux autorisés augmentent dans quatre départements. La hausse est particulièrement marquée dans les **Hautes-Alpes** (+22,7%) et les **Alpes-Maritimes** (+14,3%), et plus modérée dans les **Bouches-du-Rhône** (+6,6%) et le **Var** (+2,2%). À l'inverse, les **Alpes-de-Haute-Provence** enregistrent un net recul (-15,7%), tandis que le **Vaucluse** reste quasiment stable (-0,2%).

Avertissements : Les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

À compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de locaux non résidentiels sont produites à partir du dispositif Sitadel3, qui remplace Sitadel2. Ce nouveau dispositif révise légèrement les données publiées.

En outre, les secteurs d'activité présentés dorénavant sont en cohérence avec les quatre destinations indiquées dans le tableau actuel des surfaces du Cerfa « Demande de permis de construire ».

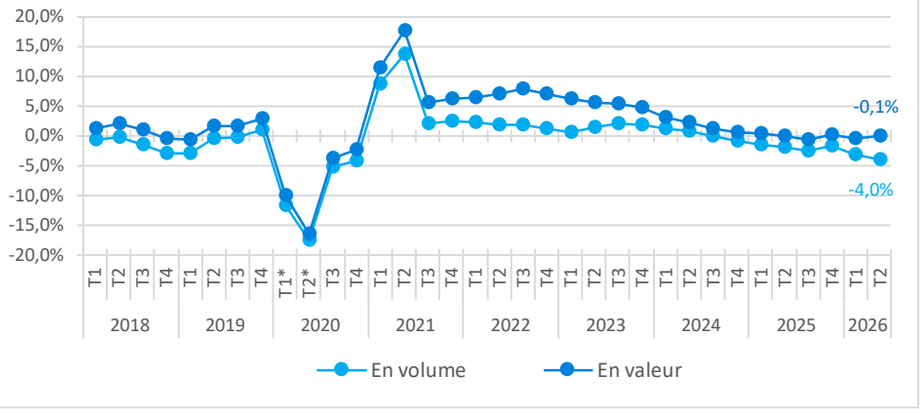
Sources :
SDES*, Sit@del3, Estimations

*Service des données et études statistiques

Activité entretien-rénovation

Évolution de l'activité d'entretien rénovation par rapport au même trimestre de l'année précédente

Au global



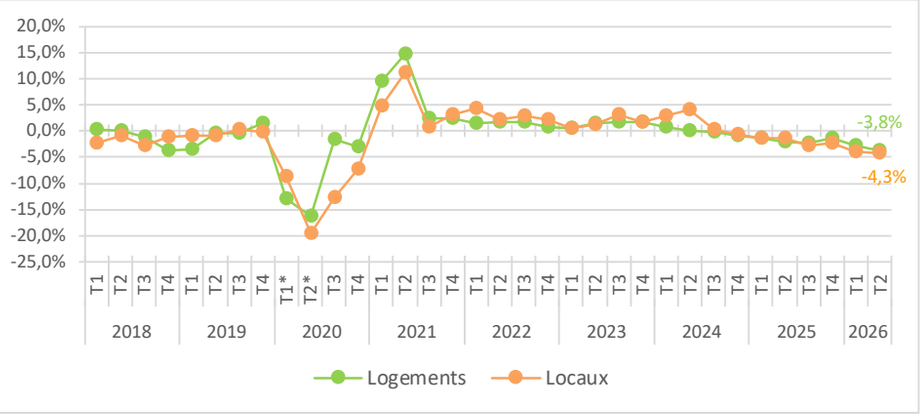
-4,0% ▼

EN 1 AN

ACTIVITÉ ENTRETIEN-RÉNOVATION DU TRIMESTRE

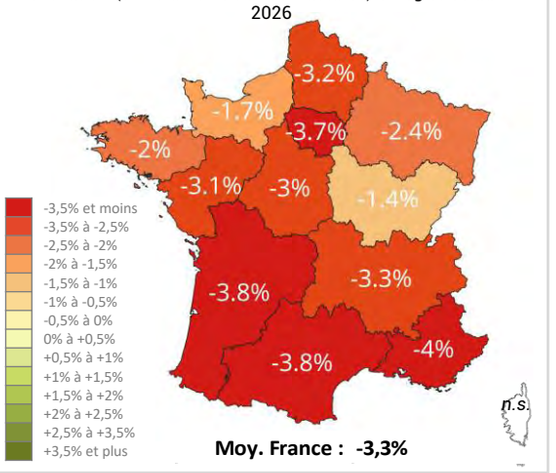
AU 2E TRIM. 2026

Par segment de marché



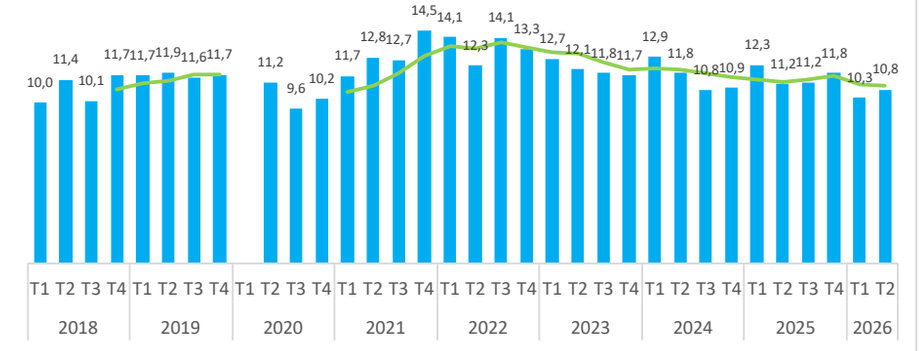
⋆ Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises

Évolution par rapport au T2 2025 de l'activité entretien-rénovation (en volume de travaux facturés) enregistrée au T2 2026



Moy. France : -3,3%

Nombre de semaines de travail garanties par les carnets de commande en entretien-rénovation – *Unité : 1 semaine*



10,8 semaines

DE TRAVAIL GARANTI PAR LES CARNETS DE COMMANDE EN ENTRETIEN-RÉNOVATION

À FIN JUIN 2026

0,5 semaines ▲

EN 1 TRIMESTRE

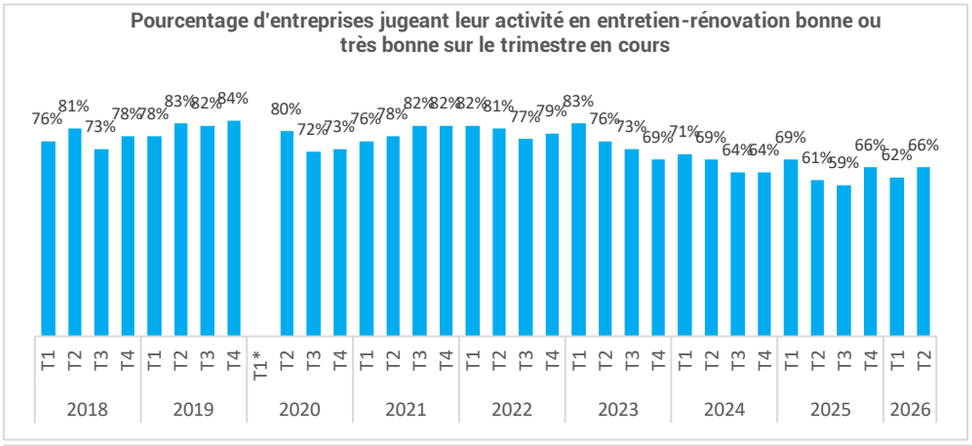
L'activité entretien-rénovation recule de -4% en volume de travaux facturés au 2ème trimestre 2026 par rapport à un an plus tôt, huitième trimestre consécutif de baise. Le recul de l'activité sur le marché du neuf ne se reporte donc pas sur l'activité entretien-rénovation.

En revanche, les carnets de commande en entretien-rénovation progresse, avec 10,8 semaines de travail garanties en moyenne à fin juin 2026, soit 0,5 semaine de plus qu'il y a trois mois.

⋆T1 2020 : Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises.

Source :
Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation

Opinion des chefs d'entreprises sur l'activité entretien-rénovation



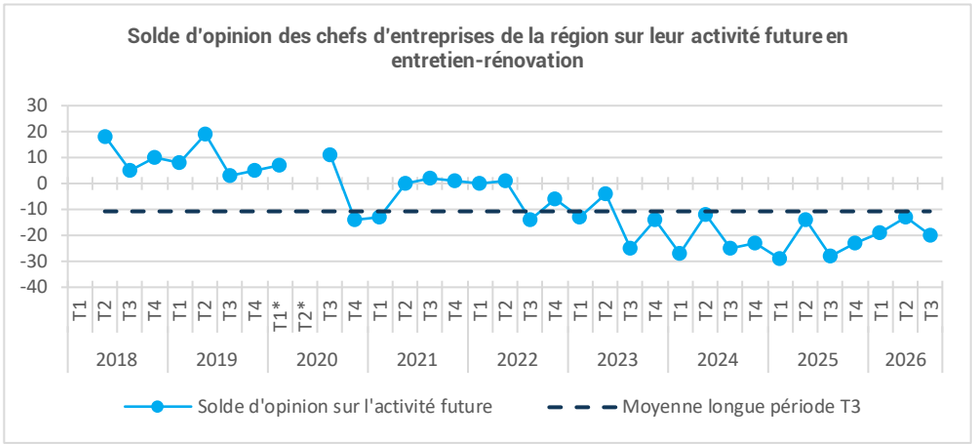
66%

DES ENTREPRISES JUGENT LEUR ACTIVITÉ EN ENTRETIEN-RÉNOVATION BONNE OU TRÈS BONNE

AU 2E TRIM. 2026

+4 pts ▲

EN 1 TRIMESTRE



-20

SOLDE D'OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LEUR ACTIVITÉ ENTRETIEN-RÉNOVATION DU PROCHAIN TRIMESTRE

AU 2E TRIM. 2026

-7 pts ▼

ÉVOL. 1 TRIM.

**T1 2020 : Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises.*

Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

66% des entreprises Bâtiment de Provence-Alpes-Côte d'Azur jugent leur activité en entretien-rénovation bonne ou très bonne au 2ème trimestre 2026. Le niveau de satisfaction progresse de +4 points par rapport au trimestre précédent mais reste bien en dessous des années précédentes : même en période de confinements, les entreprises du Bâtiment de la région étaient plus satisfaites de leur activité.

Les perspectives d'activité future se dégradent pour les entreprises du Bâtiment. Le solde d'opinion recule de -7 points ce trimestre par rapport au trimestre précédent, dans un contexte d'activité toujours en berne.

Source :
Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation

Éco-prêts à taux zéro

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 2° trimestre 2026	Evol 1 an	
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	24,49 M€	-17,8%	▼
Nombre d'ÉCO-PTZ	1 391 ÉCO-PTZ	+2,6%	▲

-17,8% ▼

DE JANVIER À FIN JUIN 2026

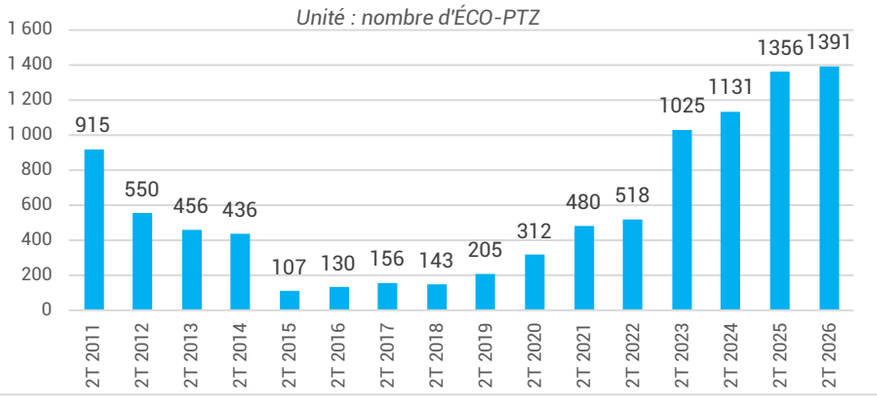
DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS

ECO-PTZ - EVOLUTION 1 AN

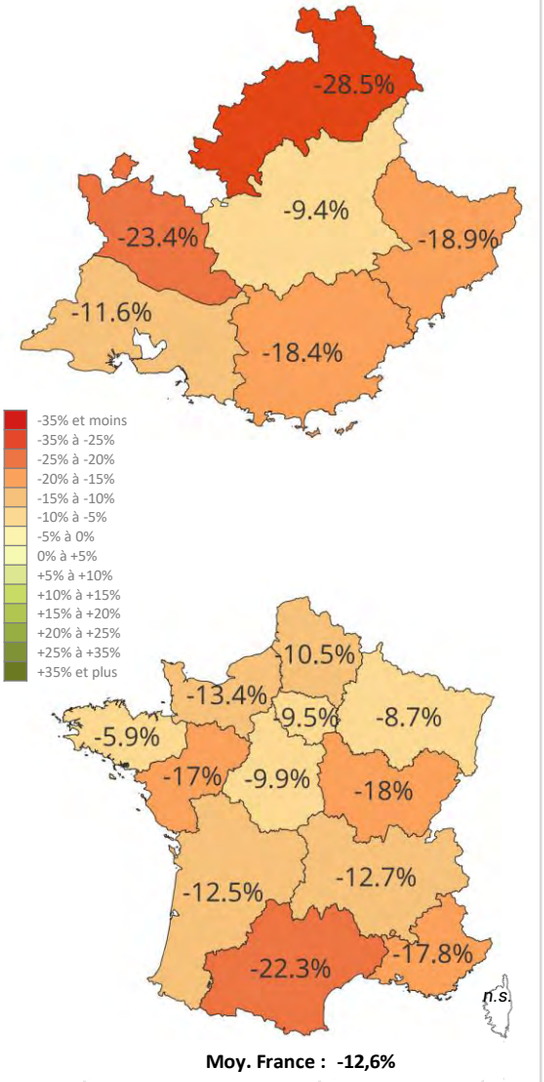
24,49 M€

Distribution d'ÉCO-PTZ cumulé à la fin du trimestre depuis le début de l'année

Unité : nombre d'ÉCO-PTZ



Volume de travaux réalisés avec un éco-PTZ de janvier à fin juin 2026 – Évolution par rapport au cumul de janvier à juin 2025



Moy. France : -12,6%

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation. Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement ou qu'ils le mettent en location, et aux syndicats de copropriétaires. Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

La dynamique de l'éco-PTZ se poursuit au 2ème trimestre 2026, avec un nombre de prêts accordés en hausse de +2,6% sur un an. Le recours à ce dispositif reste soutenu, notamment depuis son ouverture aux monogestes en 2019, puis la création en 2023 de l'éco-PTZ «MaPrimeRénov'» destiné à financer le reste à charge des ménages bénéficiant de cette subvention.

En revanche, le montant des travaux financés est lui en nette baisse par rapport à il y a un an (-17,8% à 24,49 M€, soit plus de 5 M€ de perdu).

Le contexte économique actuel peut expliquer cette tendance, les ménages ayant aujourd'hui moins de marges budgétaires pour planifier leurs travaux et sont donc contraints d'arbitrer leurs dépenses et/ou de fractionner leurs rénovations. De plus, ces dernières sont moins soutenues par MaPrimeRénov', qui a durci les exigences pour les rénovations globales et qui finance moins de gestes simples. Pour preuve, la sollicitation de l'éco-PTZ « MaPrimeRénov » a diminué de -65% entre le 2ème trimestre 2025 et le 2ème trimestre 2026.

Source :
SGFGAS (données brutes)

TRAVAUX PUBLICS

Activité Travaux Publics

L'activité dans les Travaux Publics au T3 2026	Évol. en valeur du CA du trimestre par rapport au T3 2025		Évol. en valeur du CA cumulé depuis le début de l'année	
Ensemble	**-14,6%**	▼	**-9,5%**	▼
Terrassement	-10,4%	▼	-7,8%	▼
Route	-19,9%	▼	-13,0%	▼
Canalisateurs	-7,9%	▼	-5,5%	▼
Génie civil	-16,1%	▼	-9,8%	▼
Travaux Electriques	-2,4%	▼	-2,0%	▼
Autres travaux	-10,3%	▼	-6,2%	▼

-14,6% ▼

EN 1 AN

ACTIVITÉ TRAVAUX PUBLICS DU TRIMESTRE

AU T3 2026

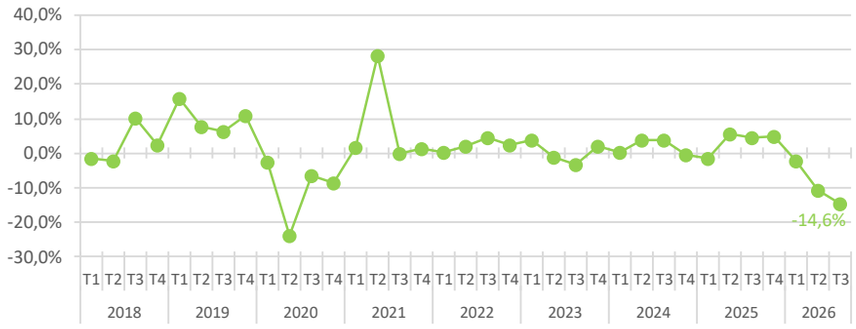
-9,5% ▼

EN 1 AN

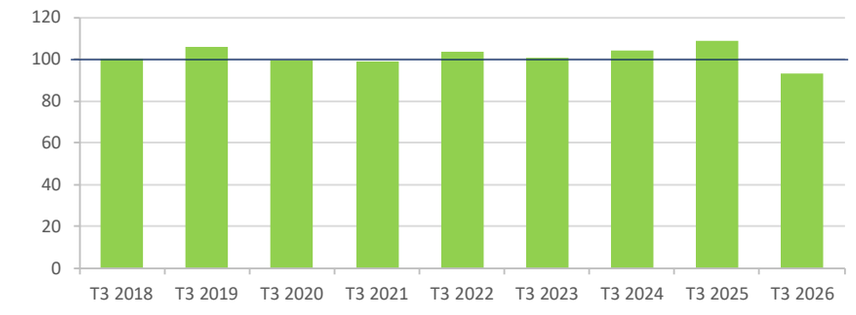
ACTIVITÉ TRAVAUX PUBLICS CUMULÉE

EN 2026

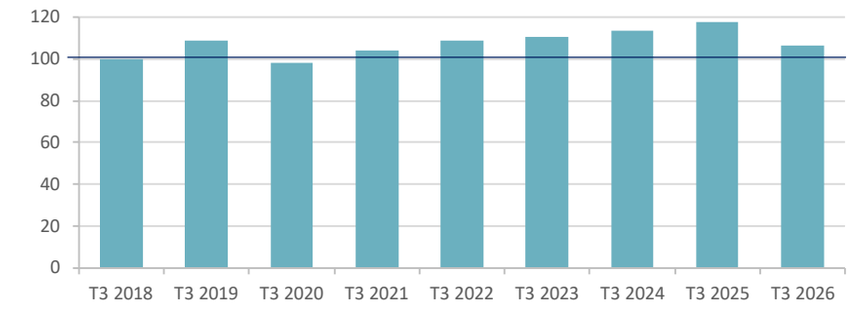
Évolution de l'activité travaux publics par rapport au même trimestre de l'année précédente *(en valeur)*



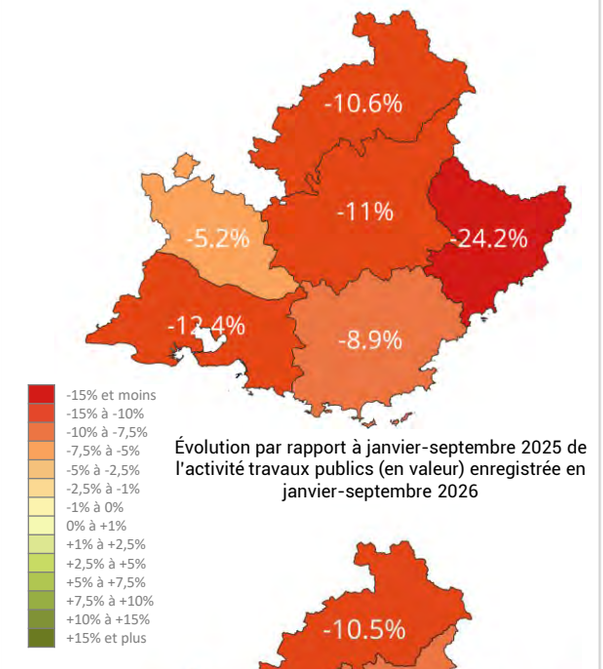
Évolution de l'activité travaux publics au 3ème trimestre
(en valeur, en base 100 au T1 2018)



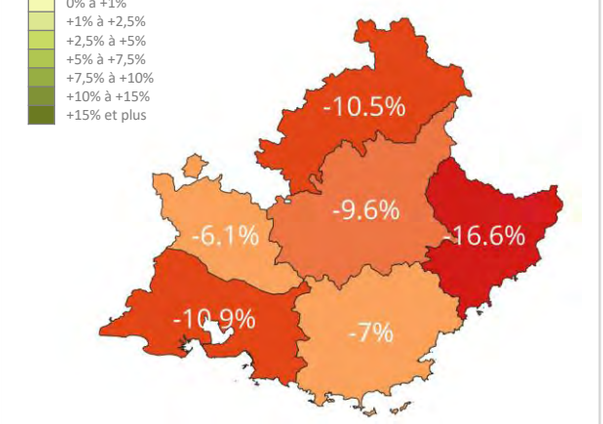
Évolution de l'activité travaux publics cumulée entre janvier et septembre
(en valeur, en base 100 au T1 2018)



Évolution par rapport au T3 2025 de l'activité travaux publics (en valeur) enregistrée au T3 2026



Évolution par rapport à janvier-septembre 2025 de l'activité travaux publics (en valeur) enregistrée en janvier-septembre 2026



L'activité Travaux Publics poursuit sa baisse au 3ème trimestre 2026, affichant un recul de -14,6% du chiffre d'affaires (en valeur, en comparaison à un an plus tôt) et laissant le bilan des 9 premiers mois de l'année à -9,5%. Tous les corps de métiers et tous les départements sont dans le négatif.

Source :
Enquête trimestrielle FRTP/CERC PACA

TRAVAUX PUBLICS

Activité Travaux Publics

L'activité dans les Travaux Publics au T3 2026	Niveau du carnet de commande et évol. en valeur du CA du trimestre par rapport au T3 2025	
Ensemble	9,0	▲
Terrassement	6,8	=
Route	5,3	=
Canalisateurs	8,6	▲
Génie civil	15,2	▲
Travaux Electriques	8,9	=
Autres travaux	13,3	▲

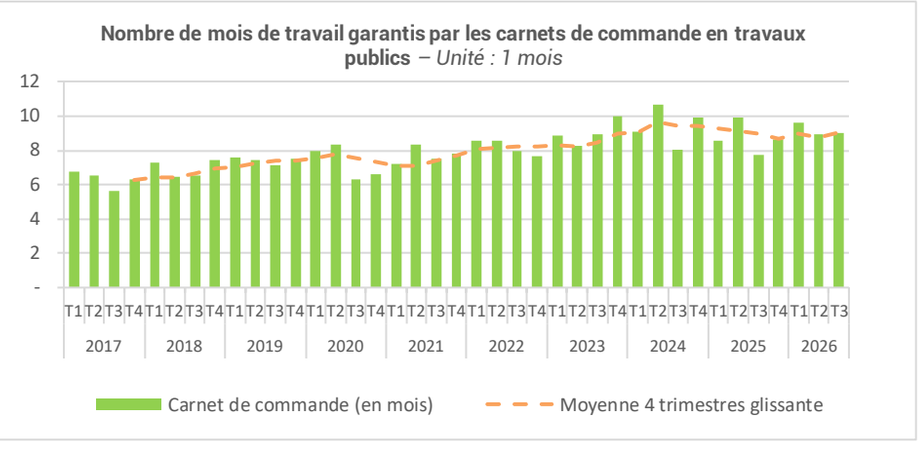
9,0 mois

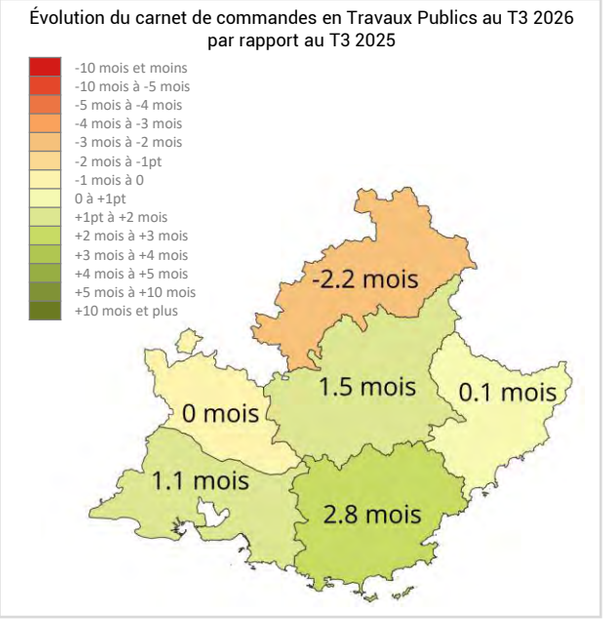
DE TRAVAIL GARANTI PAR LES CARNETS DE COMMANDE EN TRAVAUX PUBLICS

À FIN SEPTEMBRE 2026

1,3 mois ▲

EN 1 AN





Malgré une activité morose, les carnets de commande gagnent 1,3 mois par rapport à leur volume de 2025 à la même période et s'élèvent désormais à 9 mois. En moyenne annuelle, le niveau de carnet de commande reste à un niveau élevé au regard des années précédentes.

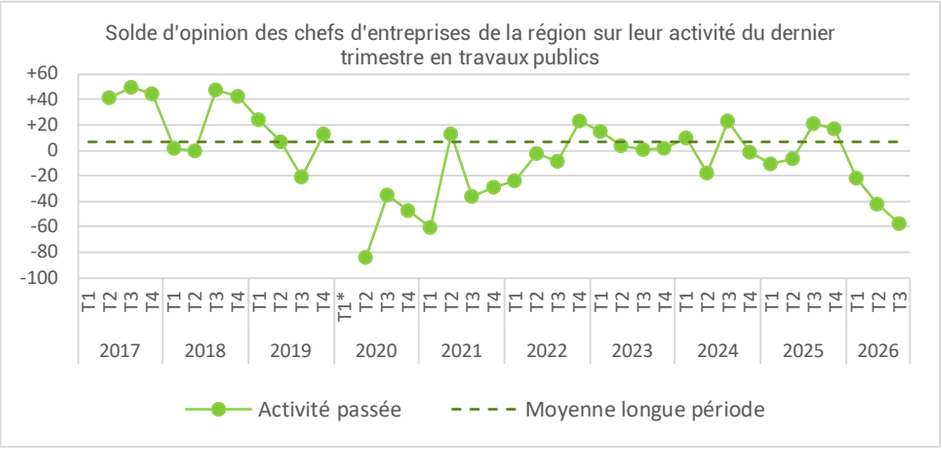
Les carnets de commandes progressent dans le génie civil (qui reste l'activité au niveau de commandes le plus élevé), les canalisations et les autres travaux (notamment dans le ferroviaire, grâce entre autres au nouveau Contrat Plan État-Région donnant la part belle à ce segment). Ils restent stables dans le terrassement, les routes et les travaux électriques.

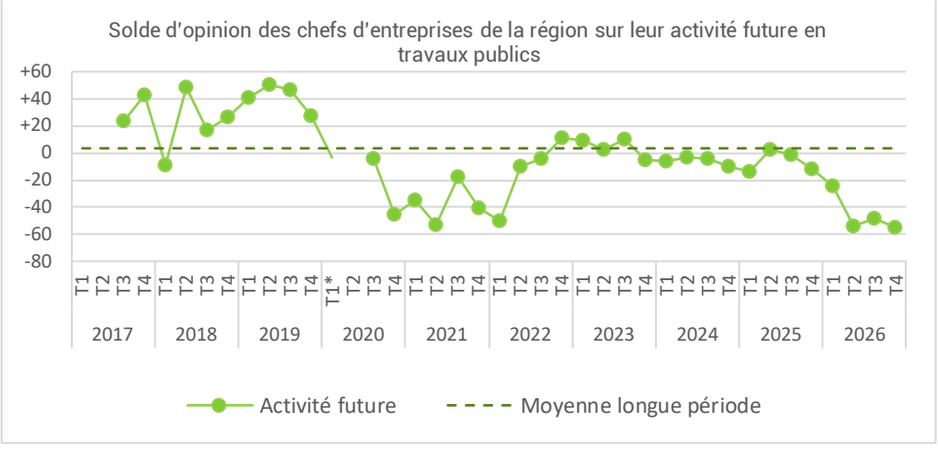
À l'échelle départementale, Le **Var** enregistre la plus forte progression des carnets de commandes, devant les **Alpes-de-Haute-Provence**, les **Bouches-du-Rhône** et les **Alpes-Maritimes**. Les carnets restent stables dans le **Vaucluse** et enregistrent une baisse dans les **Hautes-Alpes**.

Source :
Enquête trimestrielle FRTP/CERC PACA

TRAVAUX PUBLICS

Opinion des chefs d'entreprises





Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

Le ressenti des chefs d'entreprise sur leur activité Travaux Publics récente se dégrade nettement, perdant 16 points en un trimestre, prolongeant ainsi l'insatisfaction observée tout au long de l'année 2026. Le solde d'opinion sur l'activité du 3ème trimestre s'affiche ainsi à -58, soit le plus bas niveau de satisfaction enregistré depuis le 1er trimestre 2021 (encore marqué à l'époque par les confinements Covid) et un score inférieur de -65 points à la moyenne historique pour un 3ème trimestre (hors période Covid). Ces résultats témoignent d'une nette dégradation de l'activité des Travaux Publics ce trimestre, qui s'inscrit dans une tendance défavorable depuis le début de l'année.

Le ressenti est globalement identique sur l'activité future, c'est-à-dire très dégradé. En effet, on reste sur un niveau de confiance extrêmement bas, situé -58 points sous la moyenne longue période (hors période Covid). et proche des niveaux atteints lors des confinements Covid. L'inquiétude s'avère donc très présente chez les entreprises de Travaux Publics de la région pour les mois à venir.

-58

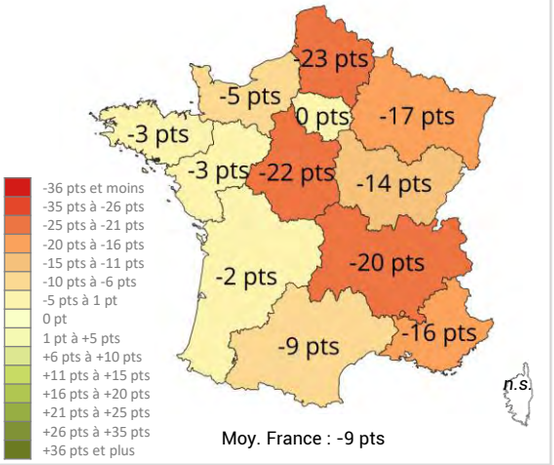
SOLDE D'OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LEUR ACTIVITÉ TRAVAUX PUBLICS DU DERNIER TRIMESTRE

AU 3E TRIM. 2026

-16 pts ▼

ÉVOL. 1 TRIM.

Évolution par rapport au T2 2026 du solde d'opinion des chefs d'entreprises travaux publics sur leur activité du T3 2026



Moy. France : -9 pts

-55

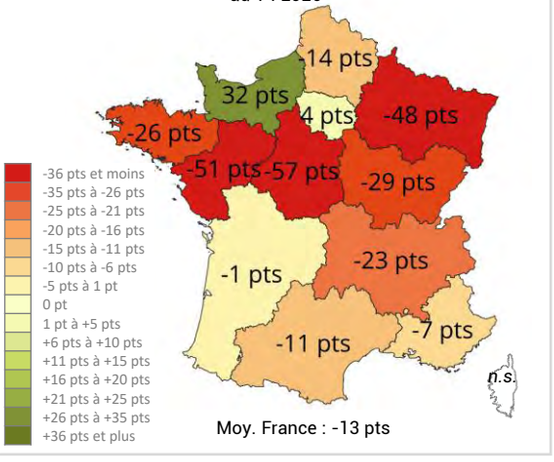
SOLDE D'OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LEUR ACTIVITÉ TRAVAUX PUBLICS DU PROCHAIN TRIMESTRE

AU 4E TRIM. 2026

-7 pts ▼

ÉVOL. 1 TRIM.

Évolution par rapport au trimestre précédent du solde d'opinion des chefs d'entreprises travaux publics sur leur activité prévue au T4 2026



Moy. France : -13 pts

Source :
Enquête trimestrielle FNTP/INSEE

TRAVAUX PUBLICS

Opinion des chefs d'entreprises

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	3° trimestre 2026 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production *(% d'entrep.)*	10%	-3 pts	▼
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production *(% d'entrep.)*			
Insuffisance de la demande	60%	+1 pts	=
Insuffisance en personnel	24%	-33 pts	▼
Contraintes financières	15%	+3 pts	▲
Conditions climatiques	31%	+22 pts	▲
Insuffisance de matériel	0%	+0 pts	=
Autres facteurs	6%	+2 pts	▲

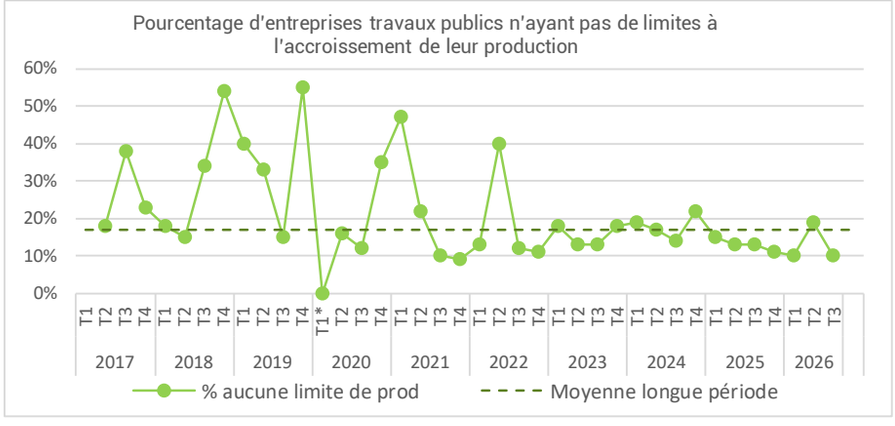
90%

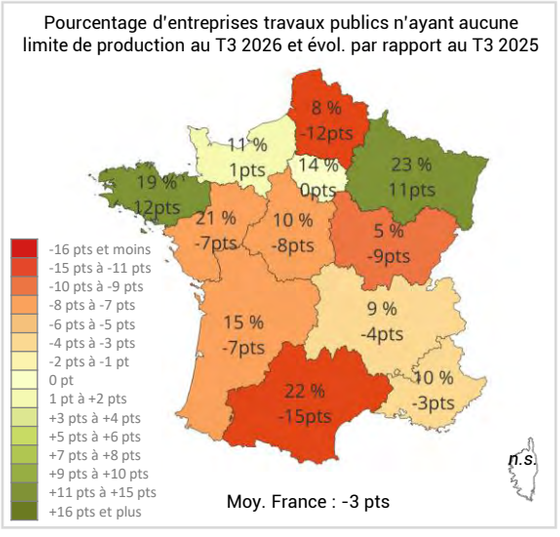
DES ENTREPRISES TRAVAUX PUBLICS LIMITÉES DANS LEUR PRODUCTION

AU 3E TRIM. 2026

3 pts =

ÉVOL. 1 AN





90% des entreprises de Travaux Publics indiquent avoir été limitées dans leur production ce trimestre, une proportion stable sur un an. L'insuffisance de la demande demeure le principal frein et concernent 60% des entreprises (+1 point). Les conditions climatiques pèsent également davantage sur l'activité : 31% des entreprises déclarent avoir été contraintes par la météo, soit 22 points de plus qu'un an auparavant. Les contraintes financières s'accentuent aussi, touchant 15% des entreprises (+3 points), tandis que le manque de matériel ne constitue pas un obstacle ce trimestre (0%, stable sur un an). Les autres facteurs concernent 6% des entreprises (+2 points).

En revanche, si moins d'entreprises indiquent être limitées par un manque de personnel ce trimestre qu'il y a un an, cela est plus dû à un réajustement des effectifs, notamment intérimaires, face au recul de l'activité, plutôt qu'à une activité et des recrutements satisfaisants.

Source :
Enquête trimestrielle FNTP/INSEE

TRAVAUX PUBLICS

Marchés publics

Nombre de marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à sept. 2026 - Evol 1 an		
Total des AO publiés TP	2 210 AO	-19,3%	▼
Marchés classiques	2 190 AO	-19,8%	▼
Marchés Exceptionnels	30 AO	+82,0%	▲

Montants des marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à sept. 2026 - Evol 1 an		
Total des AO publiés TP	4,049 Md€	-7,5%	▼
Marchés classiques	3,234 Md€	-13,2%	▼
Marchés Exceptionnels	0,816 Md€	+25,0%	▲

Nombre de marchés publics de travaux publiés par Spécialités TP	Cumul 12 mois à sept. 2026 - Evol 1 an		
Canalisations	522	-7,6%	▼
Fondations spéciales	94	-21,7%	▼
Génie civil	313	-29,2%	▼
Maritime / fluvial	202	+5,5%	▲
Terrassements	589	-24,7%	▼
Travaux électriques	460	-23,7%	▼
Travaux routiers	1306	-24,1%	▼
Voies ferrées	12	+11,4%	▲

Montants des marchés publics de travaux publiés par Spécialités TP	Cumul 12 mois à sept. 2026 - Evol 1 an		
Canalisations	720 M€	+7,1%	▲
Fondations spéciales	109 M€	+7,9%	▲
Génie civil	328 M€	+6,8%	▲
Maritime / fluvial	205 M€	+7,3%	▲
Terrassements	437 M€	-19,8%	▼
Travaux électriques	753 M€	-12,0%	▼
Travaux routiers	1 478 M€	-12,1%	▼
Voies ferrées	19 M€	-23,2%	▼

Montants des marchés publics de travaux publiés par acheteurs publics	Cumul 12 mois à sept. 2026 - Evol 1 an		
Communes	862 M€	-19,6%	▼
Interco (EPCI & Syndicats)	1 087 M€	-3,7%	▼
Opérateurs publics	788 M€	-27,1%	▼
Etat-Santé	412 M€	+19,1%	▲
Bailleurs sociaux	188 M€	-10,1%	▼
Conseils départementaux	324 M€	+4,4%	▲
Conseils régionaux	350 M€	+74,5%	▲
Autres	38 M€	+28,8%	▲

-19,3% ▼

EN 1 AN

APPELS D'OFFRE TRAVAUX PUBLIÉS

CUMUL 12 MOIS - À FIN SEPT. 2026

2 210 AO

-7,5% ▼

EN 1 AN

MONTANT DES APPELS D'OFFRE TRAVAUX PUBLIÉS

CUMUL 12 MOIS - À FIN SEPT. 2026

4,049 Md€

Sur les douze derniers mois à fin septembre 2026, la commande publique reste nettement orientée à la baisse : 2 210 appels d'offres de travaux publics ont été publiés entre octobre 2025 et septembre 2026, soit un recul de -19,3% sur un an. Ces marchés représentent un peu plus de 4 Md€ de travaux, en diminution de -7,5%. Dans le détail, les marchés classiques concentrent ce repli, avec une baisse de -19,8% du nombre de consultations et de -13,2% des montants, qui s'établissent à plus 3 Md€. Les marchés exceptionnels suivent en revanche une tendance inverse : leur nombre atteint 30 appels d'offres en hausse de +82%, pour une enveloppe de 816 M€ en progression de +25%. Ces opérations contribuent ainsi à limiter la baisse globale des montants publiés.

Par spécialité, le recul en volume concerne la plupart des activités à l'exception des travaux maritimes et fluviaux (+5,5%) et des voies ferrées (+11,4%). Il est particulièrement marqué dans le génie civil (-29,2%), les terrassements (-24,7%), les travaux routiers (-24,1%) et les travaux électriques (-23,7%). En valeur, les canalisations, les fondations spéciales et le génie civil affichent toutefois des hausses comprises entre 6,8% et 7,9%, malgré des consultations moins nombreuses. Les travaux maritimes et fluviaux progressent également (+7,3%). À l'inverse, les montants diminuent dans les terrassements (-19,8%), les travaux routiers (-12,1%) et les travaux électriques (-12%), ainsi que dans le ferroviaire (-23,2%), malgré la hausse du nombre de marchés.

Par acheteur, le bloc communal est en retrait, avec une baisse importante pour les communes (-19,6%), tandis que les intercommunalités et syndicats enregistrent un recul plus modéré (-3,7%). Les opérateurs publics réduisent également fortement leurs montants de marchés publiés (-27,1%), tout comme les bailleurs sociaux (-10,1%). En revanche, les conseils régionaux se distinguent par une forte progression (+74,5%), portant leurs achats à 350 M€. Les montants augmentent aussi pour la catégorie État-Santé (+19,1%) et les conseils départementaux (+4,4%), sans toutefois compenser le repli observé chez les autres grands acheteurs.

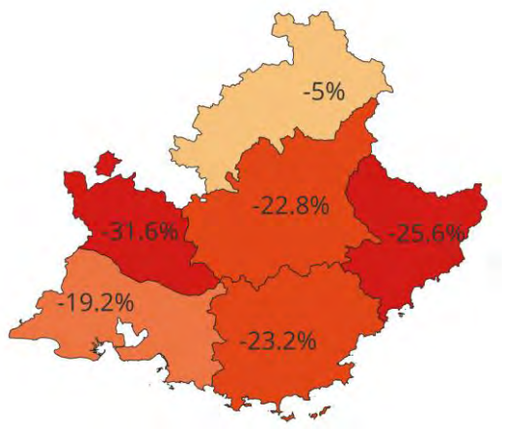
Note : Les données présentées ici couvrent les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse

Source : VecteurPlus

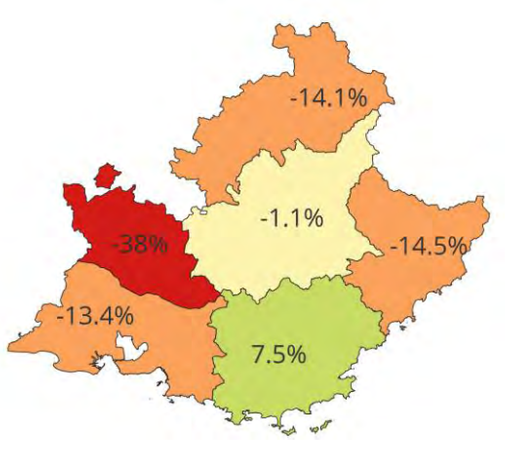
Marchés publics

Nombre de marchés publics de travaux publics publiés sur 12 mois glissants à fin septembre 2026 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents





Montant des marchés publics de travaux publics publiés sur 12 mois glissants à fin septembre 2026 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Sur les douze derniers mois à fin septembre 2026, le nombre de marchés de travaux publics publiés recule dans l'ensemble des départements de la région. La baisse s'échelonne de -5% dans les **Hautes-Alpes** à -31,6% dans le **Vaucluse**. En valeur, seul le **Var** voit le montant de ses marchés progresser (+7,5%), malgré une diminution de -23,2% du nombre de consultations, ce qui traduit des opérations moins nombreuses mais d'un montant moyen plus élevé. Les **Alpes-de-Haute-Provence** affichent un repli limité des montants (-1,1%), tandis que la baisse est plus importante dans les **Bouches-du-Rhône** (-13,4%), les **Hautes-Alpes** (-14,1%) et les **Alpes-Maritimes** (-14,5%). Le **Vaucluse** enregistre le recul le plus marqué, avec une enveloppe en diminution de -38% sur un an.

Source :
VecteurPlus

INDUSTRIE MATÉRIAUX

Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE) et de Granulats

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en juillet 2026	231 988 m3	-8,3%	▼
Prod. de Granulats en juillet 2026	1 710 kt	+3,2%	▲
Production cumul 12 mois			
Production de BPE entre août 2025 et juillet 2026	2 547 480 m3	-9,8%	▼
Production de Granulats entre août 2025 et juillet 2026	16 510 kt	-2,5%	▼

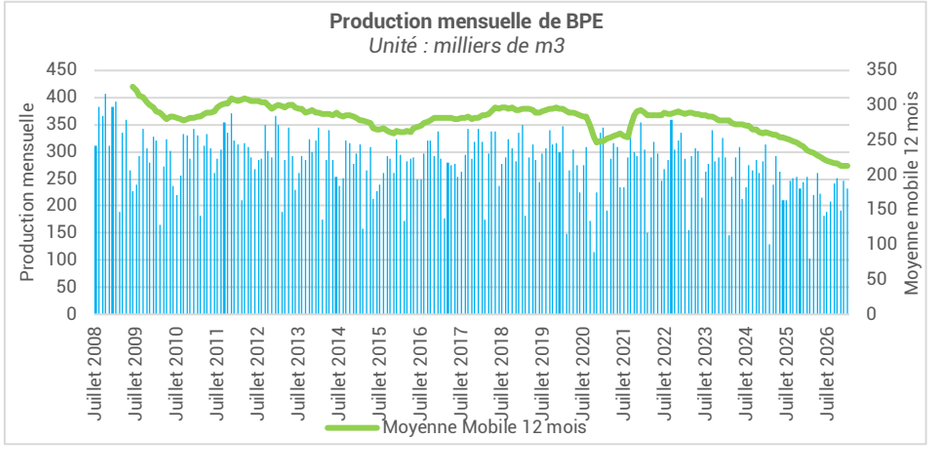
-9,8% ▼

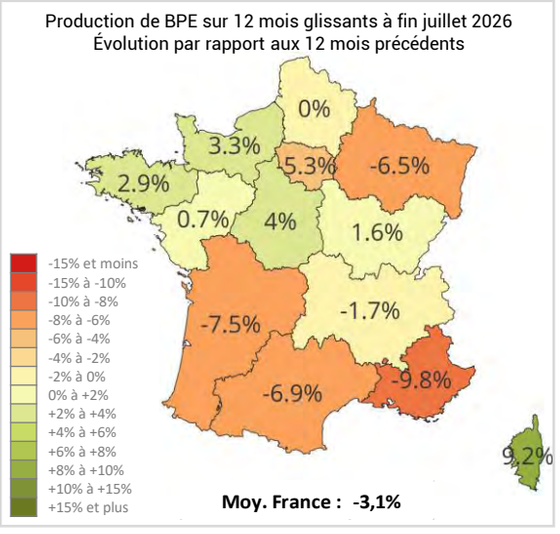
EN 1 AN

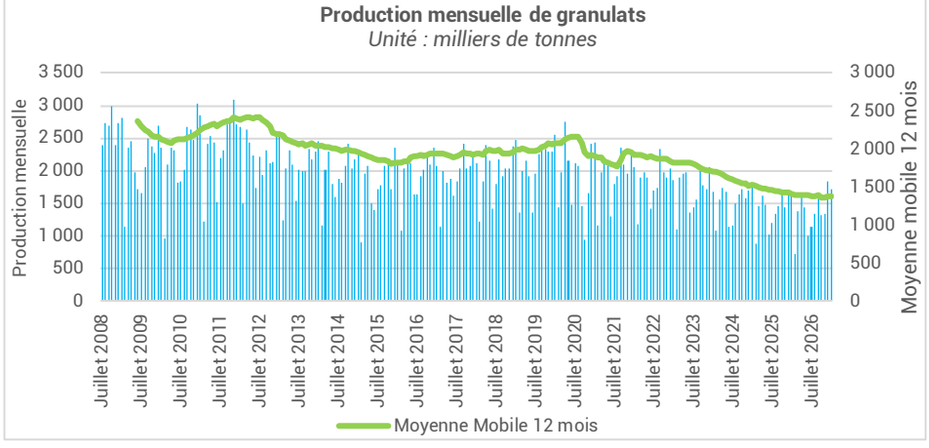
PRODUCTION DE BPE

CUMUL 12 MOIS - À FIN JUILLET 2026

2 547 480 m³







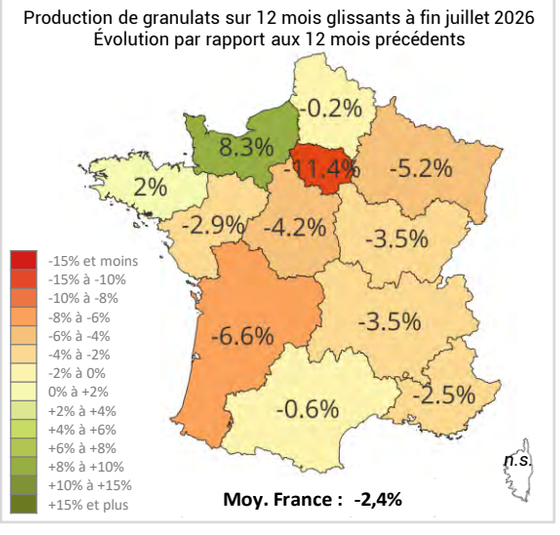
-2,5% ▼

EN 1 AN

PRODUCTION DE GRANULATS

CUMUL 12 MOIS - À FIN JUILLET 2026

16 510 kT

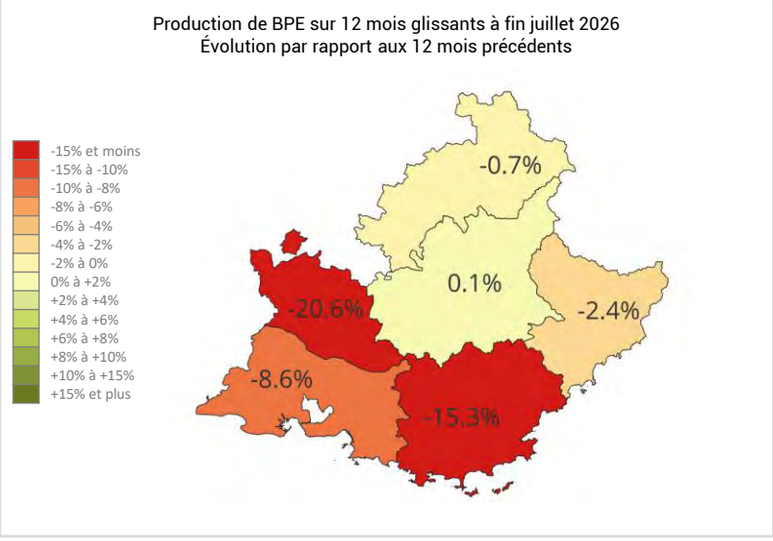


Malgré un redémarrage de la construction, la production de béton prêt à l'emploi reste en repli : le volume livré s'affiche en baisse de -9,8% sur les douze derniers mois à fin juillet 2026 par rapport aux douze mois précédents, se maintenant à ses plus bas niveaux historiques. De fait, si la progression des mises en chantiers est visible dans la région, cela ne se traduira qu'à plus long-terme pour la production de BPE, cette dernière se faisant tout au long de la construction et non immédiatement au lancement du chantier. Ainsi, la légère amélioration du rythme constructif laisse espérer un futur redressement de la livraison de BPE, ou du moins un arrêt de la baisse.

Le secteur des granulats n'échappe pas non plus à la morosité puisque la production régionale de granulats a chuté de -2,5% sur la même période et s'affiche également à son plus bas volume annuel historique. Mais cela s'explique aussi sans doute par l'utilisation de plus en plus importante de matériaux secondaires.

Sources :
UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment
(données brutes, non cvs, non cjo)

Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE)



Sur les douze derniers mois, la production de BPE s'inscrit en recul dans l'ensemble des départements de la région à l'exception des **Alpes-de-Haute-Provence.** Dans ce département, les livraisons y demeurent à un niveau élevé, prolongeant une dynamique favorable observée depuis quatre ans et portée notamment par une activité de construction restée globalement soutenue depuis la crise sanitaire.

Dans les autres départements, la production de BPE atteint des niveaux particulièrement faibles en moyenne sur douze mois, témoignant d'un net ralentissement de l'activité dans le secteur de la Construction.

Source :
UNICEM pour le BPE
(données brutes, non cvs, non cjo)

APPAREIL DE PRODUCTION

Emploi salarié et intérimaire

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	2° trimestre 2026 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	115 985 sal.	-1,6%	▼

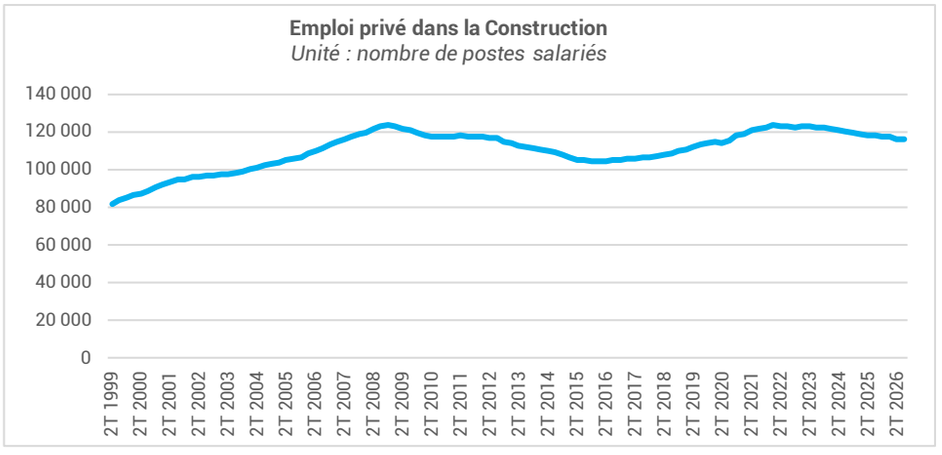
-1,6% ▼

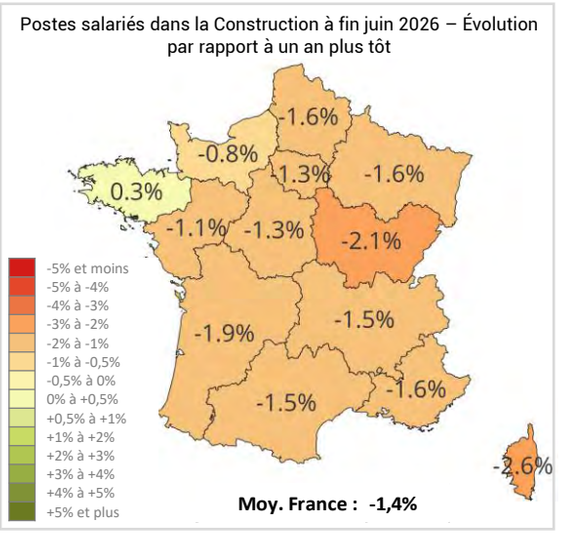
EN 1 AN

SALARIÉS CONSTRUCTION

À FIN 2E TRIM. 2026

115 985 sal.





Après plusieurs années de hausse, la dynamique de l'emploi salarié dans la Construction s'est inversée à partir de fin 2022. À fin juin 2026, le nombre de postes salariés diminue ainsi de -1,6% sur un an dans le secteur de la Construction régionale.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Juil. 2026 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Juil. 2026	11 663 ETP	-10,2%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Juil. 2026	11 788 ETP	-9,6%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Juil. 2026	11 336 ETP	-7,6%	▼

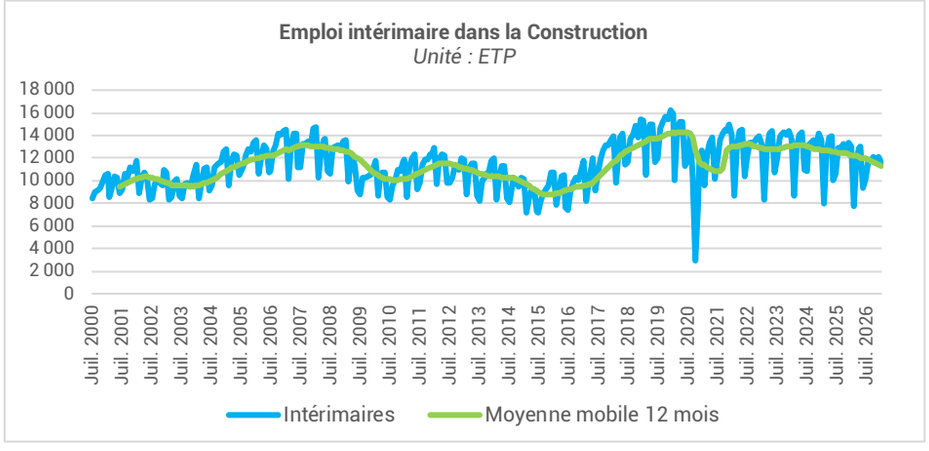
-7,6% ▼

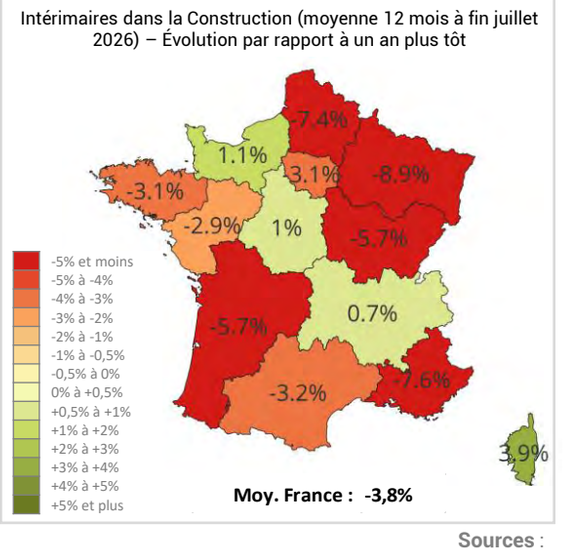
EN 1 AN

INTÉRIMAIRES CONSTRUCTION

MOYENNE 12 MOIS À FIN JUIL. 2026

11 336 ETP





À fin juillet 2026, l'emploi intérimaire, considéré comme la variable d'ajustement de la main-d'œuvre pour faire face aux variations d'activité, continue de chuter, en vision de court-terme (-9,6% sur les trois derniers mois comparés aux mêmes trois mois de 2025) comme de long-terme (-7,6% sur les douze derniers mois).

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Sources :
Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés
Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

APPAREIL DE PRODUCTION

Demande d'emploi et embauches

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	3° trimestre 2026 - Evol 1 an		
DEFM Construction	**19 174 DEFM**	**-1,3%**	▼
DEFM tous secteurs économiques	**264 348 DEFM**	**+1,0%**	=
% Construction / Ensemble de l'activité	**7%**	**-0,2**	▼

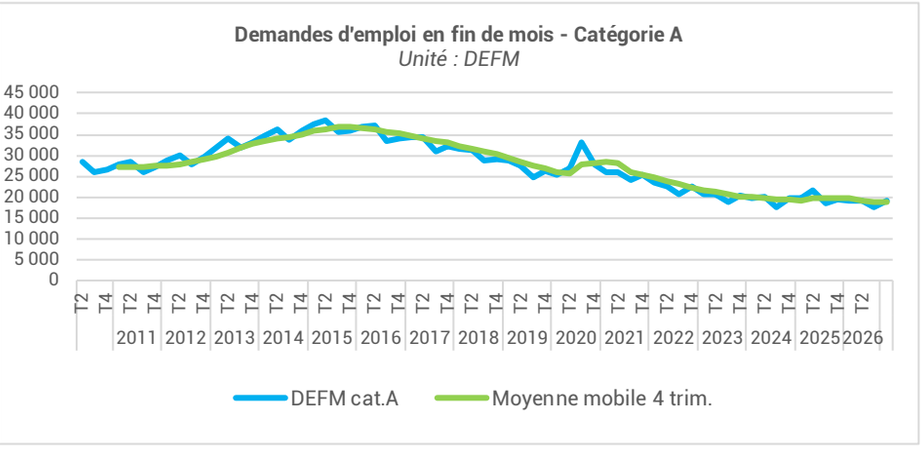
-1,3% ▼

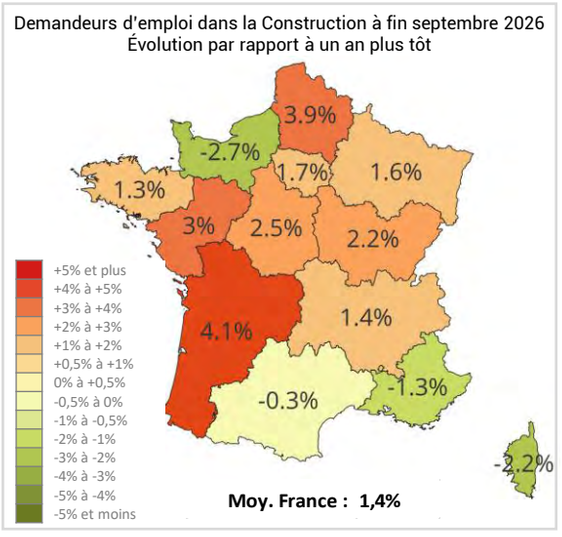
EN 1 AN

DEMANDEURS D'EMPLOI CONSTRUCTION

À FIN 3E TRIM. 2026

19 174 DEFM





À fin septembre 2026, la Construction compte 19 174 demandeurs d'emploi de catégorie A, soit une baisse de -1,3% sur un an. Le secteur se distingue ainsi de l'ensemble des activités économiques, où leur nombre augmente de +1%. Cette évolution reste toutefois à interpréter avec prudence, compte tenu des changements dans les règles d'inscription à France Travail.

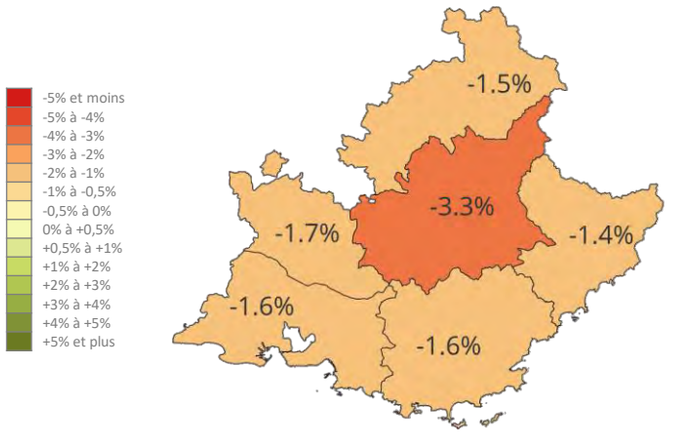
Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Sources :
DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

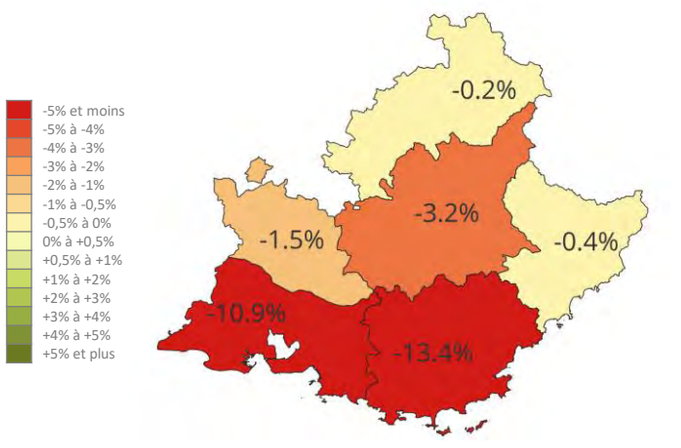
APPAREIL DE PRODUCTION

Emploi salarié et intérimaire, demande d'emploi et embauches

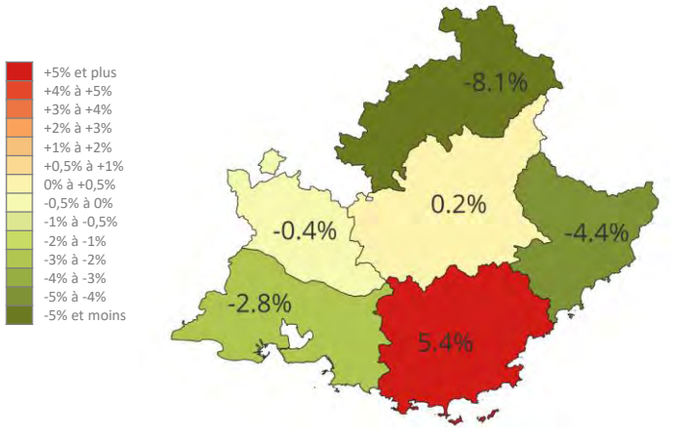
Postes salariés dans la Construction à fin juin 2026 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Intérimaires dans la Construction (moyenne 12 mois à fin juillet 2026) – Évolution par rapport à un an plus tôt



Demandeurs d'emploi dans la Construction à fin septembre 2026 – Évolution par rapport à un an plus tôt



L'emploi dans la Construction se dégrade dans l'ensemble des départements de Provence-Alpes-Côte d'Azur, tant pour les postes salariés que pour l'intérim. Le recul de l'emploi salarié est particulièrement marqué dans les **Alpes-de-Haute-Provence** (−3,3% sur un an). Dans les autres départements, les baisses sont plus homogènes : −1,7% dans le **Vaucluse**, −1,6% dans les **Bouches-du-Rhône** et le **Var**, −1,5% dans les **Hautes-Alpes** et −1,4% dans les **Alpes-Maritimes**.

Les évolutions de l'emploi intérimaire font apparaître des écarts plus importants entre les départements. Le **Var** (−13,4%) et les **Bouches-du-Rhône** (−10,9%) enregistrent les plus fortes baisses. Le repli est plus modéré dans les **Alpes-de-Haute-Provence** (−3,2%) et le **Vaucluse** (−1,5%), tandis que les **Alpes-Maritimes** (−0,4%) et les **Hautes-Alpes** (−0,2%) affichent une quasi-stabilité.

L'évolution du nombre de demandeurs d'emploi dans la Construction est davantage contrastée. Le **Var** se distingue par une hausse de +5,4% qui s'ajoute à la forte baisse de l'intérim et au recul de l'emploi salarié. Les **Alpes-de-Haute-Provence** enregistrent également une légère augmentation (+0,2%). À l'inverse, le nombre de demandeurs d'emploi diminue nettement dans les **Hautes-Alpes** (−8,1%) et les **Alpes-Maritimes** (−4,4%) et plus modérément dans les **Bouches-du-Rhône** (−2,8%) et le **Vaucluse** (−0,4%). Ces diminutions coexistent toutefois avec une baisse de l'emploi salarié et intérimaire. Elles ne suffisent donc pas, à elles seules, à traduire une amélioration du marché du travail dans le secteur.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Sources :
Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés
Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)
DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

APPAREIL DE PRODUCTION

Créations d'entreprises

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	3e trim. 2026 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	2 486 créations	-6,8%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	775 créations	-17,1%	▼
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	11 520 créations	+5,5%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	3 912 créations	-2,0%	▼

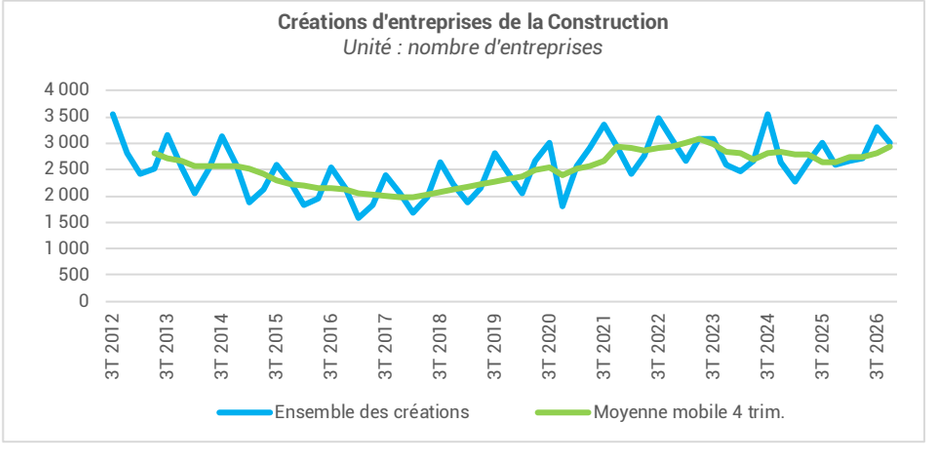
+5,5% ▲

EN 1 AN

ENTREPRISES DE LA CONSTRUCTION CRÉÉS

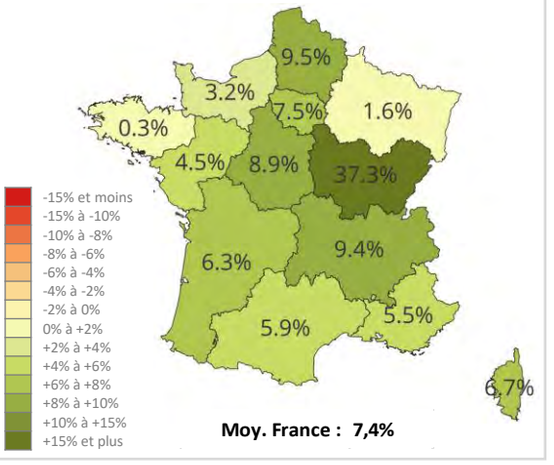
CUMUL 12 MOIS À FIN SEPT. 2026

11 520 créations



Les créations d'entreprises de la Construction enregistrent une baisse de -6,8% au 3ème trimestre 2026 par rapport à un an plus tôt. Sur 12 mois à fin septembre 2026, elles restent toutefois en hausse de +5,5%. À noter que les créations hors micro-entrepreneurs sont en net repli ce trimestre (-17,1% par rapport à un plus tôt). La tendance de long terme est également mal orientée (-2% sur douze mois glissants à fin septembre 2026).

Créations d'entreprises de la Construction sur douze mois glissants à fin septembre 2026 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source : INSEE (données brutes)

APPAREIL DE PRODUCTION

Défaillances d'entreprises

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	2e trim. 2026 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	301 défaillances	-17,5%	▼
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	1 294 défaillances	-12,4%	▼

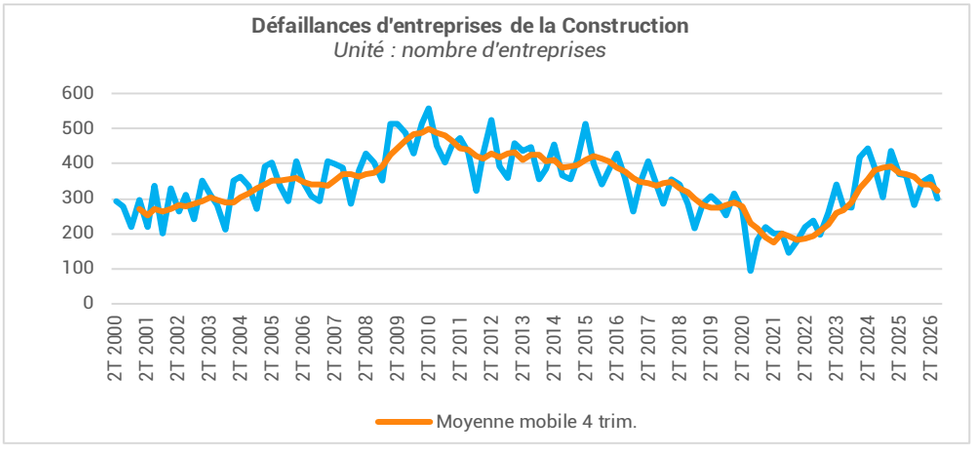
-12,4% ▼

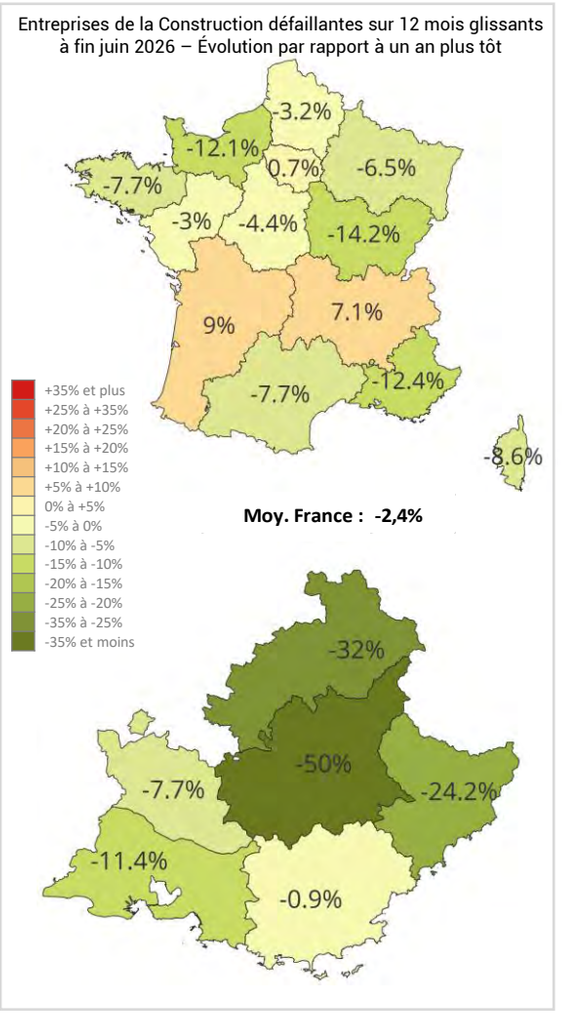
EN 1 AN

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES DE LA CONSTRUCTION

CUMUL 12 MOIS À FIN JUIN 2026

1 294 défaillances





Avertissements : Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

La Banque de France ne fournit désormais plus de données détaillées concernant les effectifs salariés des entreprises défaillantes. Les informations présentées sont donc limitées aux données disponibles.

Sur les douze derniers mois à fin juin 2026, la Banque de France a recensé 1 294 défaillances d'entreprises dans la région, en recul de -12,4% comparé aux douze mois précédents. Cette baisse se faisant à partir d'un niveau très haut, les volumes de défaillances restent encore particulièrement élevés.

Cette tendance se retrouve globalement sur l'ensemble des départements de la région, hormis dans le Var, où les défaillances se stabilisent à un niveau élevé.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source :
Banque de France (données brutes)

PRINCIPALES TENDANCES DÉPARTEMENTALES SUR UN AN*

Alpes-de-Haute-Provence

		Evol N-1
Autorisations logements	1 160 logts	-14,9% ▼
Mises en chantier logements	810 logts	+36,9% ▲
Mise en ventes de logements	200 logts	▲
Réservations de logements	120 logts	+48,8% ▲
Autorisations locaux	69 mill. m²	-15,7% ▼
Mises en chantier locaux	36 mill. m²	-9,9% ▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-11,0% ▼
Activité cumulée Travaux Publics		-9,6% ▼
BPE	133 280 m3	+0,1% ▶
Nombre Appels Offre publiés en Travaux Publics	212 AO	-22,8% ▼
Montant Appels Offre publiés en Travaux Publics	246 M€	-1,1% ▼
Salariés	3 280 sal.	-3,3% ▼
Intérimaires	406 ETP	-0,9% ▶
Dem. d'emplois	592 DEFM	+0,2% ▶

Hautes-Alpes

		Evol N-1
Autorisations logements	1 270 logts	-0,9% ▶
Mises en chantier logements	1 130 logts	+6,6% ▲
Mise en ventes de logements	210 logts	-29,2% ▼
Réservations de logements	260 logts	-11,1% ▼
Autorisations locaux	97 mill. m²	+22,7% ▲
Mises en chantier locaux	49 mill. m²	-7,5% ▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-10,6% ▼
Activité cumulée Travaux Publics		-10,5% ▼
BPE	84 080 m3	-0,7% ▶
Nombre Appels Offre publiés en Travaux Publics	312 AO	-5,0% ▼
Montant Appels Offre publiés en Travaux Publics	178 M€	-14,1% ▼
Salariés	3 891 sal.	-1,5% ▼
Intérimaires	852 ETP	-0,7% ▶
Dem. d'emplois	339 DEFM	-8,1% ▼

Alpes-Maritimes

		Evol N-1
Autorisations logements	5 160 logts	+21,3% ▲
Mises en chantier logements	3 600 logts	-10,9% ▼
Mise en ventes de logements	1 530 logts	+31,8% ▲
Réservations de logements	1 620 logts	+2,7% ▲
Autorisations locaux	258 mill. m²	+14,3% ▲
Mises en chantier locaux	79 mill. m²	-40,3% ▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-24,2% ▼
Activité cumulée Travaux Publics		-16,6% ▼
BPE	572 260 m3	-2,4% ▼
Nombre Appels Offre publiés en Travaux Publics	567 AO	-25,6% ▼
Montant Appels Offre publiés en Travaux Publics	881 M€	-14,5% ▼
Salariés	24 044 sal.	-1,4% ▼
Intérimaires	2 359 ETP	-2,5% ▼
Dem. d'emplois	4 136 DEFM	-4,4% ▼

Bouches-du-Rhône

		Evol N-1
Autorisations logements	8 870 logts	-16,4% ▼
Mises en chantier logements	9 080 logts	+24,7% ▲
Mise en ventes de logements	1 510 logts	-21,2% ▼
Réservations de logements	1 800 logts	-6,5% ▼
Autorisations locaux	1 227 mill. m²	+6,6% ▲
Mises en chantier locaux	727 mill. m²	+8,7% ▲
Activité du trimestre Travaux Publics		-12,4% ▼
Activité cumulée Travaux Publics		-10,9% ▼
BPE	891 320 m3	-8,6% ▼
Nombre Appels Offre publiés en Travaux Publics	772 AO	-19,2% ▼
Montant Appels Offre publiés en Travaux Publics	897 M€	-13,4% ▼
Salariés	49 894 sal.	-1,6% ▼
Intérimaires	5 101 ETP	-12,6% ▼
Dem. d'emplois	7 894 DEFM	-2,8% ▼

Var

		Evol N-1
Autorisations logements	5 830 logts	-9,2% ▼
Mises en chantier logements	5 020 logts	+20,8% ▲
Mise en ventes de logements	1 100 logts	-11,0% ▼
Réservations de logements	1 080 logts	-2,4% ▼
Autorisations locaux	381 mill. m²	+2,2% ▲
Mises en chantier locaux	260 mill. m²	+24,3% ▲
Activité du trimestre Travaux Publics		-8,9% ▼
Activité cumulée Travaux Publics		-7,0% ▼
BPE	579 790 m3	-15,3% ▼
Nombre Appels Offre publiés en Travaux Publics	689 AO	-23,2% ▼
Montant Appels Offre publiés en Travaux Publics	628 M€	+7,5% ▲
Salariés	22 239 sal.	-1,6% ▼
Intérimaires	1 872 ETP	-16,4% ▼
Dem. d'emplois	4 001 DEFM	+5,4% ▲

Vaucluse

		Evol N-1
Autorisations logements	3 330 logts	-2,7% ▼
Mises en chantier logements	2 510 logts	+59,9% ▲
Mise en ventes de logements	590 logts	+86,9% ▲
Réservations de logements	270 logts	-10,4% ▼
Autorisations locaux	368 mill. m²	-0,2% ▶
Mises en chantier locaux	208 mill. m²	+31,1% ▲
Activité du trimestre Travaux Publics		-5,2% ▼
Activité cumulée Travaux Publics		-6,1% ▼
BPE	286 750 m3	-20,6% ▼
Nombre Appels Offre publiés en Travaux Publics	330 AO	-31,6% ▼
Montant Appels Offre publiés en Travaux Publics	296 M€	-38,0% ▼
Salariés	12 637 sal.	-1,7% ▼
Intérimaires	1 199 ETP	-6,3% ▼
Dem. d'emplois	2 212 DEFM	-0,4% ▶

* Evolution sur 1 an par rapport à la même période N-1

Sources utilisées dans cette note de conjoncture :

-SDES, Sit@del3 (*logements en date réelle estimée et locaux en date de prise en compte*)
-SDES, ECLN (*données brutes*)
-Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation
-FNTP/INSEE
-Enquête FRTP/CERC
-UNICEM (*données brutes*)
-VecteurPlus
-ACOSS-URSSAF (*données cvs*)
-DARES (*données brutes*)
-INSEE (*données brutes*)
-Banque de France (*données brutes*)

-Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin septembre 2026
-Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin septembre 2026
-Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin juin 2026
-Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au T3 2026 comparé au T3 2025 en valeur
-Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au T3 2026 comparé à un an plus tôt en valeur
-BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin juillet 2026
-Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés de Travaux Publics au cours des 12 derniers mois à fin sept. 2026
-Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 2e trim. 2026
-Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin juil. 2026
-Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 3e trim. 2026

Avec le concours des Membres de la CERC

Avec le concours des Membres du GIE Réseau des CERC

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR CERC — FILIÈRE CONSTRUCTION

CERC Provence-Alpes-Côte d'Azur
Tél. : 04-88-22-66-50
Mail : cerc.paca@gmail.com
www.cerc-paca.fr